12e année — N° 216 — 10 Février 1936 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

A. ROSMER

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA GUERRE

Paris 1914. - Un îlot : "la Vie Ouvrière"

■

IDA METT

DIX MOIS D'UNION SACRÉE EN BELGIQUE

■

R. LOUZON

A PROPOS DE PLANS ET DE PROGRAMMES

QU'EST-CE QU'UNE RÉFORME ?
QU'EST-CE QU'UN REMÈDE DE CRISE ?

■

Les résultats de la déflation et des décrets-lois

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10°

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Téléph. : BOTzaris 21-02

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 216 (10 Février 1936)

Paris 1914. — Un îlot : la *Vie Ouvrière*...... A. Rosmer.

Parmi nos lettres

A propos de « l'Histoire du gouvernail » : Qu'est-ce que le matérialisme ? (R. L.). — Le cas Doriot : Une dérobade (M. Ch.).

Lettres de l'Internationale

Dix mois d'union sacrée en Belgique......... Ida Mett.

Romain Rolland d'accord avec Vandervelde !.. N. Lazarévitch.

La mort de Charlotte Chianéa.

Qu'est-ce qu'une réforme ? Qu'est-ce qu'un remède de crise ?...................... R. Louzon.

En marge...

Un rêveur. — Théâtres : *Le Cœur.* — Cinémas : *Sommes-nous civilisés ?, Le Crime de M. Lange* .... Romagne.

Les résultats de la déflation et des décrets-lois (quatre graphiques).

La dissolution du Comité de solidarité ouvrière internationale .... C. Delsol.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA GUERRE

PARIS 1914. - UN ILOT : " LA VIE OUVRIÈRE "

Des bonnes feuilles de l'ouvrage d'Alfred Rosmer Le Mouvement ouvrier pendant la guerre — *qui va prochainement sortir des presses — nous reproduisons le chapitre VII. Quel que soit notre désir, au moment où l'unité syndicale se reconstruit, de penser plus à l'avenir qu'au passé, il y a là des pages d'Histoire que nous ne saurions oublier, surtout à un moment qui présente tant d'analogies et où, comme en 1914, on commence à devoir compter les militants qui restent fidèles à l'internationalisme prolétarien.*

◇◆◇

La panique s'était emparée de Paris le jeudi 30 juillet. Elle se traduisait surtout par une sorte de paralysie. La guerre s'approchait; la vie s'arrêtait. Il y avait un rush sur les banques et sur les caisses d'épargne où on ne remboursait plus que cinquante francs par quinzaine. Le numéraire manquait; l'or se cachait, et même l'argent. La Banque de France mit en circulation des coupures de cinq et de vingt francs.

Le samedi, vers la fin de l'après-midi, la paralysie s'accentua brusquement; les autobus, réquisitionnés, avaient cessé leur service. Dans les rues silencieuses, le sentiment étrange et nouveau qu'on éprouvait venait s'ajouter à l'anxiété générale.

Dans les jours qui suivirent, la ville parut vidée de sa population. Il n'y avait plus d'animation qu'autour des gares, parfois dans les rues. C'étaient alors des défilés de foules hurlantes, criant : « A Berlin! A Berlin! », chantant la *Marseillaise*. Pour donner un aliment à leur ferveur patriotique, ceux qui les conduisaient les jetaient çà et là sur les boutiques « boches ». Les dépôts de la société Maggi, que des campagnes de presse soudoyées par des concurrents avaient présentée comme une entreprise ennemie, furent les premiers démolis. Mais on n'y regardait pas de très près. Un nom à consonance germanique sur un magasin suffisait à provoquer la démolition et le pillage. Les « frères » alsaciens n'étaient par suite pas épargnés, et il suffisait qu'une boulangerie fût « viennoise » pour être saccagée. Le gouvernement laissait faire — à supposer qu'il ne fût point l'instigateur de ces démonstrations patriotiques.

Des historiens et des écrivains nous ont rapporté les manifestations contre la guerre qui eurent lieu en 1870. Vallès en fait le récit dans *l'Insurgé*. Manifestations peu nombreuses et vite étouffées. En août 1914, il n'y eut pas même l'équivalent. La raison principale s'en trouve sans doute dans l'espèce de levée en masse que constituait alors la mobilisation, dans l'importance numérique prise par les armées dès le premier jour, incorporant d'un coup la partie la plus active de la population. En outre, la préparation gouvernementale avait été infiniment plus facile et plus habile : les dirigeants républicains avaient su faire de cette guerre une guerre populaire. L'aspect des quartiers ouvriers et l'état d'esprit qu'on y observait ne se différenciaient pas de ce qu'on voyait dans les quartiers bourgeois et aristocratiques. Déjà des dénonciations et des visites policières plus ou moins discrètes. L'unanimité de la presse — le journal de Jaurès, le journal syndicaliste parlant comme les autres — avait grandement contribué à créer cette situation. Des fausses nouvelles de toutes sortes circulaient. Le dimanche, dans la soirée, alors que la mobilisation commençait tout juste, j'entendais une conversation, dans une rue voisine du faubourg Saint-Antoine, où on commentait déjà une grande bataille livrée en Alsace et qui s'était, cela va sans dire, terminée par la victoire des Français. Il n'eût pas fait bon tenter de montrer que c'était là une impossibilité absolue : il ne restait pas une parcelle d'esprit critique, et on pouvait raconter les pires sottises du moment qu'elles étaient tournées contre les « Boches ».

Dans ce Paris vidé et bouleversé — le bouleversement étant dans les esprits — nous entreprîmes, Monatte et moi, la recherche des îlots de résistance qui pouvaient exister. Guy Tourette, qui durant le mois de juillet nous avait donné une aide quotidienne à la *Vie Ouvrière*, avait dû tôt nous quitter; il était sans ressources et contraint de se rabattre sur sa famille, en province. Il ne pouvait être question de continuer la publication de la *Vie Ouvrière*; la mobilisation la privait de ses soutiens indispensables, ses abonnés. Elle en était alors à sa sixième année. Elle avait pris sa place dans le mouvement ouvrier, une place importante et enviable, comme revue du syndicalisme révolutionnaire. Elle n'était ni officielle ni officieuse, ce qui ne lui rendait pas la vie plus facile. Monatte, qui l'avait fondée et en portait la charge, veillait à lui garder ce caractère d'indépendance. Il avait réussi à grouper autour de la revue un nombre imposant d'abonnés — près de 2.000 — qui lui étaient très solidement attachés. En temps ordinaire, boucler le budget restait quand même un sérieux problème. Avec la mobilisation, c'était l'arrêt forcé, pour le présent. Il ne restait plus qu'à procéder à une sorte d'inventaire des forces que le courant n'avait pas emportées.

Monatte et moi, nous n'étions pas mobilisables. Nous partîmes à la recherche des hommes. Notre première visite fut pour James Guillaume. La *Vie Ouvrière* n'avait pas d'ami plus dévoué; il était toujours prêt à l'aider de toutes les façons, se chargeant même de ces travaux obscurs de traduction pour lesquels il n'y a jamais beaucoup de volontaires. C'était une visite sans espoir. La haine solide qu'il avait vouée à la social-démocratie, ses rancunes tenaces remontant à l'époque de la Première Internationale devaient l'entraîner dans la guerre contre le militarisme prussien. Il nous le dit. Pour lui, il fallait choisir entre les belligérants et son choix était fait; il ne pouvait pas hésiter. Comme il ne faisait rien à demi, cette position devait l'entraîner loin, jusqu'à dénoncer l'acte héroïque de Liebknecht comme une manœuvre social-démocrate.

Nous vîmes ensuite Maurice Bouchor. C'était un ami beaucoup moins proche. Il était socialiste, membre du parti. Mais il avait été toujours un abonné fidèle de la revue, la suivant de près, y portant un vif intérêt, et quand, du côté socialiste, certains projetèrent de la boycotter, il nous écrivit tout de suite pour protester publiquement contre cette tentative de mise à l'index. Il venait de rentrer, en hâte, de Suisse, où il devait passer ses vacances.

Monatte le questionnait, demandant des nouvelles, pensant qu'il devait savoir des choses que nous autres, bouclés dans Paris, ignorions. Mais il ne savait rien, ou ne voulait rien savoir. On le sentait écrasé par le présent, inquiet pour l'avenir. Plus tard, il se rallia à la guerre démocratique, mais il ne sombra jamais dans l'abject chauvinisme.

Un jour, au retour de nos décevantes pérégrinations, nous trouvâmes un mot de Marcel Martinet. Il était venu assez récemment chez nous, mais très informé des questions et de l'action ouvrières, il nous avait tout de suite apporté un concours actif. Ses quelques lignes disaient en substance : « Est-ce moi qui suis fou ? ou les autres ? » Nous allâmes chez lui sans tarder. C'était la première fois que nous touchions la terre ferme; nous en éprouvions une grande joie. Martinet fut dès lors de toutes nos entreprises, étroitement associé à notre travail; il sera le poète de ces « temps maudits ».

Quelques jours plus tard, un autre mot, également laconique, de M[me] Compain. Elle s'était intéressée d'une manière intelligente et utile à la condition des ouvrières, sujet souvent négligé dans les organes ouvriers mais auquel la *Vie Ouvrière* avait toujours fait sa place. Elle disait se mettre à notre disposition pour nous aider. Cette fois, ce fut une déception. L'aide qu'elle nous proposait, c'était pour la guerre. Quand j'allai la voir, il apparut tout de suite que toute discussion était inutile. Comme beaucoup d'autres, elle était décidée à s'en tenir à quelques formules sommaires. Par exemple, l'impérialisme était allemand parce que l'Allemagne avait un empereur. J'aurais pu lui objecter, sur la base de cette définition, que la Russie aussi avait un empereur et assez connu comme tel; mais il était clair qu'ici il n'y avait plus de place pour la raison.

De son côté, Monatte était allé au *Libertaire*. Il y avait rencontré Pierre Martin, très ferme, mais persuadé qu'il n'y aurait rien à faire jusqu'au jour où les femmes des faubourgs descendraient dans la rue. C'était là un état d'esprit assez répandu. Nous le constations chez plusieurs militants syndicalistes. Il n'y avait rien à faire. Il fallait laisser passer. Passivité qu'entretenait la croyance — ou l'espoir — que la guerre serait courte. Ce qu'on pouvait constater dans les quartiers populaires contribuait également à la favoriser. Abandonnés à eux-mêmes, les ouvriers qui restaient n'avaient pu résister au courant. Les mêmes que nous avions vus au Pré-Saint-Gervais, dans toutes les manifestations contre la guerre, étaient emportés maintenant par la croisade contre le militarisme prussien. Le cas des ouvriers parisiens n'était pas une exception. Un retournement plus extraordinaire encore fut celui qui se produisit à Saint-Pétersbourg. A. F. Illine Génevski l'a raconté dans sa brochure *Entre deux révolutions*, éditée en 1931 par le Bureau d'Editions, dans la collection « Episodes et vies révolutionnaires », « autorisée par la Société des vieux bolchéviks de Moscou ». Voici son récit :

Je me souviens des jours d'inquiétude et d'anxiété de juillet 1914. *Je venais d'arriver de Genève à Saint-Pétersbourg pour passer quelque temps parmi les miens, ayant été obligé de me rendre en Suisse après mon arrestation et mon exclusion du lycée en* 1912. *Je faisais mes études à l'Université de Genève. Les entretiens avec les camarades du Parti m'apprirent que la réaction noire des années* 1907-1908 *était à jamais révolue et que nous étions à la veille d'une nouvelle vague révolutionnaire. J'eus bientôt l'occasion de m'en convaincre. M'acquittant d'une petite tâche dont m'avaient chargé mes amis politiques de Genève, je m'étais rendu au faubourg de Viborg; je vis au bout d'une rue, sur le quai Sampsonievski, défiler une foule nombreuse qui portait des drapeaux rouges et chantait des chants révolutionnaires. Ce spectacle inattendu, me rappelant vivement la manifestation du* 1[er] *mai* 1912 *à laquelle j'avais participé, me remplit de joie et me fit penser que des événements importants ne devaient pas tarder à se produire. Le lendemain même les tramways s'arrêtaient. Les ouvriers se jetaient sur les tramways, en faisaient sortir les voyageurs, plaçaient des crics sous les roues et renversaient promptement les wagons. Cela se passait presque exclusivement dans les quartiers ouvriers... On commençait çà et là à construire des barricades autour des wagons renversés. Le mouvement s'étendait. Comme plus tard, pendant la Révolution de Février, des groupes se formaient aux coins des rues, discutant passionnément les événements, non sans lancer les plus violentes accusations à l'adresse de la monarchie et du pouvoir. Ces meetings improvisés se tenaient librement. La police n'osait pas intervenir.*

Les nuages s'amoncelaient cependant à l'Occident. La guerre éclata tout à coup, fort mal à propos. Tout changea instantanément.

Il me souvient d'avoir rencontré, quelques jours après les événements auxquels je viens de faire allusion, sur la perspective Litéiny, une foule nombreuse qui se dirigeait en chantant vers la perspective Nevski. L'apparition d'une manifestation en plein centre me bouleversa. « Serait-ce la révolution ? », pensai-je avec une joie immense. Hélas ! je ne tardai pas à être détrompé. J'entendis chanter : « ...règne pour confondre nos ennemis. » La foule chantait l'hymne du tsar. Je discernai bientôt les couleurs nationales et le portrait de l'empereur que l'on portait en tête du cortège. Je ne saurais dire l'amertume que j'éprouvai à cette vue. La révolution cessa tout aussi vite qu'elle avait commencé (1).

Nous voyions fréquemment Merrheim. Il tenait. Il nous mettait au courant de ce qui se passait à la direction confédérale. Nous n'étions pas tout à fait au même point. Là où il faisait seulement des réserves, nous pensions qu'il aurait fallu affirmer nettement son hostilité, par exemple au sujet de l'entrée de Jouhaux au Comité de Secours national. Mais dans ces premiers jours consécutifs à l'effondrement, quand on se sentait terriblement seuls, son opposition modérée pouvait bien s'expliquer. Il

(1) Dans Trotsky, *Ma Vie*, on trouve des renseignements sur la façon dont les choses se passèrent à Vienne : « L'élan patriotique des masses en Autriche-Hongrie fut, de tous, le plus inattendu. Qu'est-ce qui pouvait bien pousser l'ouvrier cordonnier de Vienne, Pospeszil, moitié Allemand, moitié Tchèque, ou notre marchande de légumes, Frau Maresch, ou le cocher Frankl, à manifester sur la place, devant le ministère de la guerre ? Une idée nationale ? Laquelle ? L'Autriche-Hongrie était la négation même de l'idée de nationalité. Non, la force motrice était ailleurs. Il existe beaucoup de gens de cette sorte, dont toute la vie, jour après jour, se passe dans une monotonie sans espoir. Le tocsin de la mobilisation générale intervient dans leur existence comme une promesse. Tout ce dont on a l'habitude et la nausée est rejeté; on entre dans le royaume du neuf et de l'extraordinaire. » (II, 86-78.)

James Maxton raconte comment une grève qu'il dirigeait en Ecosse au début d'août prit fin brusquement le jour de la déclaration de guerre. Les grévistes, hommes et femmes recrutés dans les taudis de Glasgow, d'Edimbourg et de Dundee pour la cueillette des groseilles et honteusement rétribués, exigeaient un relèvement des salaires. « La grève cesse d'un coup, écrit Maxton, les grévistes hommes étant tous partis vers les bureaux de recrutement s'enrôler pour se battre pour un pays qui ne leur accordait que le plus bas niveau de vie... Je commençai déjà à apprendre quelque chose de la psychologie de guerre. » (*We did not fight*, London, pp. 214-215.)

fut d'ailleurs vite amené à l'accentuer. Un matin, comme nous venions d'arriver chez lui, deux policiers se présentèrent pour vérification de papiers. D'autres militants que nous vîmes encore restaient indécis. Ils n'approuvaient pas la nouvelle politique de la C.G.T., mais ils ne voulaient pas non plus la condamner. Il fallait attendre.

La question se posa bientôt pour nous de savoir comment nous pourrions rester à Paris. La réponse fut vite donnée, car toute possibilité de trouver du travail était exclue. Il n'y avait de travail d'aucune sorte. Plus tard, quand on s'installa dans la guerre qu'on savait désormais devoir durer longtemps, la situation changea; il y eut du travail pour tout le monde; le gouvernement dut donner des allocations aux parents des mobilisés. Dans le premier mois, c'était le dénuement total; le Secours national s'organisa lentement et ce qu'il faisait c'était la charité. Nous n'aurions pu demeurer à Paris qu'en nous embauchant dans un de ses rouages — ce que nous ne voulions à aucun prix. Vers le 20 août, quand les journaux annonçaient de grandes victoires françaises en Alsace, et que les nouvelles officielles, commentées et amplifiées par la presse, laissaient entendre que le sort de l'Allemagne était déjà réglé, nous partîmes (1).

Mais Monatte ne put tenir longtemps loin de Paris. De son village d'Auvergne, il descendit sur Saint-Etienne et sur Lyon, où il eut la surprise réconfortante de constater qu'on y avait moins qu'à Paris perdu la tête. Les militants non encore mobilisés étaient certes plus ou moins désemparés; ils ne pouvaient comprendre l'attitude des dirigeants de la C.G.T., mais ils étaient bien résolus à ne rien céder au courant dévastateur. A Lyon, le secrétaire de l'Union des syndicats était parmi les plus fermes et il avait le Comité de l'Union avec lui; persuadé que la résistance des camarades du Rhône n'était pas une exception, il avait déjà songé à lancer un appel dans le but de rassembler les forces éparses. Cela cadrait trop avec les vues de Monatte pour qu'il n'appuyât pas très vivement ce projet (2).

Après ce coup de sonde encourageant donné en province, Monatte rentra à Paris, où je le rejoignis un peu plus tard, aussitôt que Marcel Martinet m'eut trouvé du travail. Je rapportais aussi mon butin ; j'avais dépouillé les revues et journaux étrangers et j'y avais trouvé la preuve que hors de France des îlots de résistance existaient dans tous les pays.

Monatte était déjà rentré en rapports avec Martov, comme il est expliqué plus loin. Guilbeaux, que nous ne connaissions pas alors personnellement, était venu, ayant appris, au hasard d'une rencontre, que la *Vie Ouvrière* « tenait ». Il nous parla d'un groupe qu'il fréquentait où venait, entre autres, Painlevé, ce qui nous surprit beaucoup; la critique de la guerre qu'on y faisait était très modérée et pas très cohérente, mais c'était quand même un groupe d'opposition. Cela ne devait d'ailleurs pas aller loin ni empêcher Painlevé de devenir, vingt mois plus tard, ministre de la guerre. Guilbeaux était alors dans sa période « rollandiste ». Le *Journal de Genève* venait d'apporter l'article de Romain Rolland « Au-dessus de la mêlée »; pour le répandre, pour le faire connaître, on en avait fait des copies à la machine à écrire, même à la main.

Du côté socialiste, nous savions, assez vaguement, qu'il y avait aussi des résistances. Pour avoir des renseignements précis, j'allai à l'*Humanité*. J'y trouvai Amédée Dunois qui, en effet, avait résolument refusé, dès le premier jour, de s'enrôler dans la croisade démocratique et d'accepter les fables imaginées pour entraîner les socialistes dans la guerre. Dans cette maison où on avait complètement perdu la tête, il n'avait qu'un appui, H.-P. Gassier : ses dessins, pleins d'esprit et d'intelligence faisaient de lui le meilleur polémiste du journal. Mais il ne donnait plus rien; il n'y avait plus de place pour lui dans l'*Humanité* de Renaudel. Daniel Renoult résistait également, quoique son opposition fût plus modérée; c'étaient surtout les articles chauvins que publiait l'*Humanité*, notamment ceux de Compère-Morel, qui provoquaient sa juste colère.

Le recensement de nos forces était vite fait. Trois mois de guerre, des désastres militaires qui étaient tout autre chose que ce que l'état-major et les journaux avaient fait espérer, avaient suffi pour faire tomber l'enthousiasme irréfléchi des premiers jours. Maintenant, l'illusion nouvelle c'était : la paix à Noël. On le croyait ou on voulait le croire. Et des positions avaient été prises qu'on ne pouvait plus abandonner. Les perspectives d'une action possible restaient encore éloignées. Mais ce que nous pouvions déjà faire, c'était reprendre nos réunions hebdomadaires où amis anciens et nouveaux pourraient se retrouver et garder entre eux le contact. L'aspect de la ville avait bien changé. En août, c'était un soleil éclatant et la folle attente des victoires. A présent, avec les jours courts, les rues à peine éclairées, les boutiques tôt fermées, les rares passants, Paris avait dès la tombée de la nuit un air lugubre. Et déjà circulait la liste des camarades tombés.

A. ROSMER.

(1) Communiqué officiel du 20 août :

« Nos troupes ont remporté un brillant succès, particulièrement entre Mulhouse et Altkirch. Les Allemands sont en retraite sur le Rhin et ont laissé entre nos mains de nombreux prisonniers. 24 canons ont été pris dont 6 au cours de la lutte par notre infanterie. » Les aviateurs français accomplissaient des exploits magnifiques. Les forts de Liége tenaient toujours, et ceux de Namur « aussi puissants que ceux de Liége, n'ont même pas encore été attaqués ».

(2) Il ne fut réalisé que vers la mi-janvier et sous une forme un peu atténuée. Le 13 janvier 1915, le Comité général de l'Union des Syndicats du Rhône adopta à l'unanimité une déclaration qui se terminait par ces mots :

« L'Union des Syndicats Ouvriers du Rhône, plaçant au-dessus de toutes les considérations secondaires l'intérêt général de l'humanité, affirme hautement le principe toujours vivant de l'internationalisme ouvrier et déclare se rallier à toute action sincère qui sera tentée pour établir, à bref délai, une paix équitable et définitive.

« Guerre à la guerre !

« Vive l'Internationale des Travailleurs ! »

POLITESSES !

9 février 1934 : *M. Albert Sarraut étant ministre de l'Intérieur du cabinet Doumergue, dix travailleurs tombent, dans les rues de Paris, sous les balles des flics.*

Février 1936 : *Les députés socialistes votent la confiance à M. Albert Sarraut, président du conseil; les députés communistes s'abstiennent, attendant M. Sarraut à ses actes.*

Car, n'est-ce pas ? les actes du 9 février 1934 ne sont pas suffisants.

En serait-il des héros de la guerre civile comme des héros de la guerre militaire ?

Tout cela pour des Altesses
Qui, vous à peine enterrés,
Se feront des politesses
Tandis que vous pourrirez.

PARMI NOS LETTRES

A propos de « l'Histoire du Gouvernail » :

Qu'est-ce que le matérialisme ?

A la suite de l'article que nous avions consacré au livre de M. Lefebvre des Noëttes sur l'histoire du gouvernail, nous avons reçu de celui-ci une lettre que le manque de place nous avait jusqu'à présent empêché de publier.

Comme on va le voir, cette lettre soulève une question d'ordre très général : celle du matérialisme; nous saisirons cette occasion pour nous expliquer, aussi à fond que possible, sur le matérialisme en général, et sur le matérialisme historique en particulier, ce qui ne sera peut-être pas inutile.

⁂

Voici d'abord la lettre de M. Lefebvre :

J'ai seulement aujourd'hui connaissance de votre bel article du 10 août 1935, et je m'excuse de ne vous en avoir pas encore remercié. Nul n'a mieux pénétré la substance de mon petit livre, ni mieux embrassé d'un large coup d'œil, les conséquences qu'entraînèrent les découvertes que j'ai signalées.

Il est évident que le matérialisme historique en reçoit un solide appui, mais je me refuse à penser que l'Histoire doive être matérialiste, ou spiritualiste ou confessionnelle. Elle ne doit, à mon avis, se préoccuper que de serrer la vérité d'aussi près que possible, et sans tendance préconçue; matérialiste pour constater les faits, déduire même leurs conséquences. Spiritualiste, pour tenir compte aussi des impondérables que notre raison ne peut saisir à fond, des tendances élevées et parfois magnifiques qui parcourent le champ de l'humanité comme l'ondulation majestueuse des blés, au Midi de Sully Prudhomme.

Arrivé au terme d'une longue vie, je vous atteste que dans mes recherches je n'ai obéi à aucune tendance, pour la justification d'aucun dogme.

Le dogme du matérialisme est-il consolant, j'en doute, et s'impose-t-il même totalement à la raison, j'en doute aussi. Il me répugne de penser que la bonté, la beauté, tout ce que nous admirons du génie artistique, et de la pensée humaine, tout ce que nous aimons, tous nos enthousiasmes et nos ferveurs, ne mènent et ne répondent à rien. Nous avons une invincible tendance à un espoir, bien vague je le reconnais, dans le but de la vie, but dont j'ignore tout, mais l'espoir, même réduit à cela n'est-il pas une chose précieuse, consolante ?

La raison nous oblige-t-elle à éteindre l'étoile, si lointaine soit-elle, et si faible son scintillement ? Je ne le pense pas.

⁂

Cette lettre pose en somme toute la question du matérialisme. Tâchons d'y répondre.

Marx nous a enseigné que les doctrines politiques, telles que leurs partisans les formulent ne correspondent nullement à leur véritable signification. Ainsi on proclame, de très bonne foi d'ailleurs, les Droits de l'Homme, et on annonce la libération de l'Humanité; en fait ce qu'on proclame ce sont simplement les Droits des Bourgeois, et ce qu'on libère c'est uniquement le capitalisme en le débarrassant des entraves féodales.

Il en est des doctrines philosophiques comme des théories politiques. Ce qu'elles signifient n'est point ce qu'elles disent. Pour découvrir leur sens profond et comprendre leur importance, il ne faut pas s'en tenir à la forme dans laquelle elles s'expriment. Il en est ainsi pour le matérialisme.

Si la querelle du matérialisme et du non-matérialisme (spiritualisme, idéalisme, etc..., le non-matérialisme ayant revêtu des tas de noms) était ce qu'elle prétend être : une discussion pour savoir si l'idée est le résultat du fonctionnement des cellules de notre cerveau, ou si, au contraire, notre cerveau et le monde tout entier ne sont qu'une conception de notre intelligence, autrement dit si la matière produit l'esprit, ou si l'esprit imagine la matière, il serait inconcevable qu'une telle dispute ait divisé l'humanité, depuis l'époque la plus reculée, en deux grands camps ennemis. Ce n'aurait été qu'un pur amusement scolastique, à l'image de la discussion sur le point de savoir si c'est l'œuf qui a fait la poule ou la poule qui a fait l'œuf, et qui n'aurait pu passionner que des élèves ou des professeurs en quête de distractions.

Il ne s'agit pas non plus de savoir exactement ce qu'il faut entendre par matière. Ceci est affaire des physiciens, et se modifie au fur et à mesure des progrès de la science.

Non ! quand les matérialistes disent : il n'y a que la *matière*, tout n'est que *matière* ou *produit de la matière*, ce qu'ils veulent dire c'est simplement ceci : il n'y a dans le monde rien que nous ne puissions ou que nous ne pourrons un jour maîtriser. Un monde « exclusivement matériel », cela veut dire un monde dans lequel il n'existe rien qui ne soit dès maintenant ou qui ne sera, plus tard, maîtrisé par notre technique. Nous ne connaissons pas encore tout, nous ne pouvons pas encore agir sur tout, mais rien de ce qui existe n'est en dehors de ce que nous pouvons connaître, de ce sur quoi nous aurons, un jour ou l'autre, le moyen d'agir.

Le matérialisme c'est une *affirmation d'orgueil*, la plus admirable affirmation de l'orgueil humain que l'homme ait jamais proférée.

Le premier matérialiste, notre grand héros — Marx je crois bien, l'a signalé — c'est Prométhée. Prométhée, le puissant et magnifique mythe en lequel l'humanité a résumé et glorifié sa première grande découverte technique, son premier grand moyen d'agir sur la matière : la découverte du moyen de faire le feu. Prométhée — c'est-à-dire les hommes de cette époque, ou plus exactement la fraction matérialiste des hommes de cette époque — ayant découvert ce puissant moyen d'agir sur le monde, s'écria : nous sommes les égaux des dieux ! Car qu'étaient-ce donc les dieux si ce n'est ces êtres qu'on s'était imaginé produire les phénomènes naturels que l'on devait jusque-là subir sans les comprendre et contre lesquels on était sans aucun moyen d'action? Maintenant que soi aussi on pouvait agir sur les phénomènes naturels, on était les égaux des dieux, on pouvait lutter à armes égales avec eux.

Depuis lors, au fur et à mesure que les progrès de la technique nous ont permis de devenir de plus en plus maîtres des forces de la nature, il y a eu de moins en moins de place pour les dieux, et un jour les matérialistes ne se sont plus contentés de s'affirmer les égaux des dieux, ils ont *nié* les dieux, c'est-à-dire qu'ils ont nié l'existence de quoi que ce soit que leur technique ne saurait dominer.

Voilà, à mon sens, ce qu'est le matérialisme au sens général du mot.

On comprend maintenant alors facilement pourquoi Marx a appelé sa doctrine le *matérialisme* historique, et quelle erreur prodigieuse commettent ceux qui font du « marxisme » je ne sais quel fatalisme, ou quel « déterminisme », économique ou non.

Le matérialisme historique? Il se résume dans cette phrase de Vico que Marx a reprise à son compte : « *Les hommes font leur propre histoire.* »

Les hommes font leur propre histoire parce que ce sont eux qui font leur technique; c'est leur observation studieuse, c'est leur génie inventif, c'est l'effort constant de leurs bras et de leurs cerveaux qui découvrent, essaient et appliquent de nouveaux moyens d'agir sur la nature, de discipliner les forces naturelles et de les faire servir à leurs propres fins.

Ce sont les hommes qui créent la technique, et l'ayant créée, qui y adaptent par un effort constant les formes sociales, afin que le pouvoir que la technique du moment leur donne sur la nature soit exercé à chaque moment avec le maximum d'efficacité. Après avoir fait leur technique, les hommes font leur histoire.

L'homme peut devenir et deviendra le maître complet du monde, telle est l' « étoile » que fournit à l'homme le matérialisme; l'homme peut devenir et deviendra le maître complet de ses formes sociales, et celles-ci seront d'autant plus parfaites, d'autant plus « humaines » que la domination de l'homme sur la nature sera plus complète, telle est l' « étoile » que fournit à l'homme le matérialisme historique. Cette double étoile suffit aux matérialistes, pour les guider dans la vie.

Et nous n'éprouvons pas le besoin d'y ajouter de mirages. — R. L.

◇◆◇

Le cas Doriot : une dérobade

J'ai reçu la lettre suivante, recommandée, avec accusé de réception (mince de luxe !) :

⁂

Saint-Denis, le 23 *janvier* 1936.

Camarade,

C'est à la fois comme gérant et comme auteur d'un article paru dans le N° 210 *du* 10 *novembre* 1935 *de la* Révolution Prolétarienne, *que nous vous écrivons.*

A la page 356-12, *vous avez écrit un article intitulé « Le Cas Doriot » et au cours duquel vous faites certaines suppositions qui nous obligent à réclamer réparation, dans un numéro de votre revue.*

Nous n'avons nullement l'intention de polémiquer avec vous sur la plate-forme que nous avons employée lors des élections sénatoriales du 20 *octobre dernier, notre attitude ayant été jugée par les travailleurs de Saint-Denis, desquels nous détenons nos mandats, mais il est certaines accusations que nous ne pouvons laisser passer sous silence, qui entachent notre honorabilité de militants et d'élus de la classe ouvrière.*

Après avoir analysé la position des délégués sénatoriaux de Saint-Denis, et avoir apporté certaines considérations sur le « municipalisme », vous écrivez :

« Ne serait-il pas curieux de rechercher pourquoi et comment s'est arrêtée certaine campagne de la grande presse, il y a trois ans à peu près, contre ce qu'on appelait « Les scandales de Saint-Denis ? » Un inspecteur de la Préfecture passa à cette époque plusieurs semaines à éplucher les comptes à la Mairie. A en croire certains, il y découvrit de très graves irrégularités. Selon d'autres, il s'agissait de « facilités » permises aux amis, mais interdites aux adversaires. On peut paraît-il faire payer beaucoup de choses à un budget municipal en banlieue. En tout cas, la campagne menée contre la Municipalité de Saint-Denis s'arrêta brusquement. On n'en a jamais plus entendu parler.

» Est-ce cela « le dessous des cartes » ? Je risque l'hypothèse et ne suis pas le seul. »

Prétendre ne plus jamais avoir entendu parler de l'affaire de Saint-Denis est à notre avis une infamie puisque tous trois, Venet, Delhomme et Marschall, avons été révoqués respectivement de nos fonctions de maire et d'adjoints.

Il aurait donc fallu que vous n'agissiez pas à la légère et que vous examiniez plus précisément les motifs inclus dans le décret de révocation et les conclusions qu'apportait l'inspecteur lui-même. Comme vous paraissez les ignorer, nous tenons à vous les faire savoir, pour que justice nous soit rendue dans la Révolution Prolétarienne.

L'Inspecteur chargé de l'enquête concluait son rapport en reconnaissant la parfaite honorabilité de la Municipalité; d'autre part, les motifs du décret précisent que le camarade Delhomme, adjoint au maire, chargé du personnel et des travaux, avait utilisé du personnel communal pour des fins étrangères à son service normal, ce qui se traduisait en fait par l'utilisation d'un menuisier pour construire une fenêtre destinée à une coopérative ouvrière et à l'emploi de deux peintres pour aider à la réfection des locaux de l'Orphelinat Ouvrier de La Villette-aux-Aulnes.

Pour le camarade Marschall, adjoint, les motifs inclus dans le décret de révocation indiquent qu'il s'est particulièrement employé dans la propagande contre la loi sur les Assurances Sociales.

Quant au camarade Venet, il est révoqué, et toujours en se basant sur le décret, uniquement parce qu'en tant que maire, il est responsable des actes de ses adjoints.

Voilà toute l'affaire, et nous ne comprenons pas qu'un militant ouvrier se serve de communiqués parus dans la presse réactionnaire de l'époque qui aboutirent à faire exécuter l'enquête préfectorale, qui se termina si lamentablement, et dont les conclusions furent jugées sévèrement par les travailleurs de Saint-Denis, qui nous ont, depuis, réélus à deux reprises dans nos fonctions.

Pour conclure, nous voudrions vous préciser d'autre part que les révocations furent signées par M. Steeg, alors Président du Conseil, et le jour même de sa chute devant la Chambre des Députés, ce qui ne permit pas à notre camarade Doriot de poser la question à la tribune du Parlement.

Vous avouerez, comme nous, qu'il aurait été un peu fort que nous apportions nos suffrages à celui qui figurait sur la liste du « Front Populaire » et qui, sous la pression de certaine fraction politique, avait prononcé notre révocation, dans le but évident de ravir aux travailleurs de Saint-Denis, la Municipalité qu'ils avaient conquise.

Nous pensons que ces quelques explications vous suffiront pour apporter une rectification dans le plus prochain numéro de la Révolution Prolétarienne *et que vous consentirez à rendre à trois militants ouvriers cette élémentaire justice que leur situation de dirigeants de la Municipalité dionysienne en* 1931 *n'avait rien de commun avec les élections sénatoriales de* 1935.

Recevez, camarade, nos fraternelles salutations.

VENET, DELHOMME, MARSCHALL,
Adjoints au Maire de Saint-Denis.

⁂

Près de 3 mois se sont écoulés depuis la publication de l'article incriminé par les trois adjoints de Saint-Denis : ils ne se sont pas pressés; leur indignation contre mon « infamie » paraît quelque peu à retardement.

Les adjoints de Saint-Denis me répondent que la campagne de la presse réactionnaire que j'ai évoquée a eu une suite : leur révocation à tous les trois. Ils ajoutent que ce fut là une conclusion « lamentable ». Or, il y a une contradiction flagrante entre la peine prononcée — qui est loin d'être lamentable — et l'allure insignifiante qu'ils attribuent aux « délits ». Révoque-t-on un maire et deux adjoints pour des vétilles? Et si ce fut vraiment pour des vétilles, les révoqués n'avaient-ils pas le droit d'en appeler à une instance supérieure ? S'ils avaient ce droit, pourquoi ne s'en sont-ils pas servi ?

Je veux dire aux trois adjoints de Saint-Denis que je n'ai pas suspecté leur honnêteté personnelle : L'hypothèse que j'ai risquée est celle de camarades à qui le Parti a *imposé* certaines pratiques, quitte à les laisser choir lorsque ces pratiques aboutissent à une enquête et à des sanctions administratives. Qu'à ce moment un sentiment honorable ait dressé ces camarades contre le cynisme de leur Parti, c'est probablement ce qui s'est produit. Mais la question qui se pose est celle-ci : Ne sont-ils pas, dans leur réaction légitime, allés trop loin ? Ne sont-ils pas passés de l'obéissance passive à leur Parti, dont les dangers leur sont apparus

brusquement, à un accord de plus en plus parfait avec l'autorité préfectorale ? Et ce changement d'attitude est-il vraiment sans aucun rapport avec l'évolution politique de la Municipalité de Saint-Denis ? En considérant cette évolution, on aimerait mieux qu'il n'y eût pas eu *ça*.

Mes trois correspondants rappellent que c'est M. Steeg qui signa leurs révocations. Seront-ils surpris si je leur dis que M. Steeg, après les dernières élections sénatoriales, a lui aussi établi un rapport de cause à effet entre les faits rappelés et l'évolution de Saint-Denis ? Et, à ce propos, comment se fait-il qu'ils n'ont pas parlé des *révocations* au cours de leur campagne lors des élections sénatoriales ? Cela aurait pourtant pu faire l'objet d'une question supplémentaire de Doriot aux candidats du front populaire, et à M. Steeg en particulier.

Maintenant, les trois adjoints de Saint-Denis me permettront de leur dire qu'au cours du trimestre écoulé depuis mon article, ils ont eu le temps de réfléchir aux arguments que j'ai avancés, en dehors de cette hypothèse, quant à l'attitude politique de Doriot. Pourquoi demeurent-ils silencieux à ce sujet ? Pourquoi Doriot lui-même n'a-t-il pas répondu ? Pourquoi n'a-t-il pas accepté un débat avec moi devant ses seuls amis, comme le lui ont proposé les camarades de Stains ? Mettre trois mois pour rédiger une « réponse » à une hypothèse et ne pas trouver le moyen de souffler mot du reste, cela s'appelle une dérobade. Il ne me reste qu'à l'enregistrer. — M. Ch.

LETTRES DE L'INTERNATIONALE

Dix mois d'union sacrée en Belgique

Bruxelles, 6 février.

Pour analyser l'activité du gouvernement de « Rénovation Nationale », il faut se référer tout d'abord au congrès extraordinaire du Parti ouvrier belge qui suivit immédiatement l'entrée des socialistes dans ledit gouvernement. Ce congrès avait voté presque à l'unanimité (sauf les voix des quelques socialistes de gauche) la confiance à la direction du parti et aux ministres socialistes. En relisant les comptes rendus de ce congrès, on voit que le leitmotiv de tous les discours était l'espoir que le gouvernement tripartite vaincrait le chômage. Ainsi, Bondas (un des secrétaires de la Commission syndicale belge) s'exclamait : « *Est-ce que De Man serait allé au gouvernement pour ne pas résorber le chômage ? S'il y est rentré, c'est pour le faire.* » Le délégué de la Fédération du Borinage, le J. G. S. Collard disait le même jour : « *Il faut se dépouiller du souci de justifier une attitude du passé ou d'en préparer une autre pour demain. Le souci des souffrances de la classe ouvrière doit primer en ce moment toutes autres considérations. Nous allons remettre les chômeurs à l'ouvrage, relever les salaires et le niveau de consommation.* » Max Buset, rédacteur du journal *Plan*, se prononçait dans le même sens : « *Je demande au congrès de donner un mandat à De Man pour qu'on puisse l'appeler,* DANS QUELQUES MOIS, *le ministre sauveur des chômeurs.* » Delattre, lui aussi, se mit d'accord avec cette thèse : « *Le but du gouvernement,* dit-il au même congrès, *c'est la remise au travail.* » Quant au père du Plan, et futur sauveur des chômeurs, son discours fut à la fois pathétique et vaniteux : « *Buset a dit qu'il souhaitait que je devienne le ministre des chômeurs. J'espère que je vais le mériter. Et ce jour-là, vous verrez, je l'espère, que le père du Plan et le ministre des chômeurs est la même personne.* » « *Nous avons une idée fixe : travailler pour remettre au travail tous les hommes de ce pays. Je voudrais travailler avec l'ardoise des ouvriers. J'allumerai la lampe des houilleurs que l'on m'a donnée à la Sainte-Barbe chaque fois qu'il y aurait dix mille chômeurs en moins.* »

Où en est la résorption du chômage ?

Nous voyons ainsi que la résorption du chômage était officiellement le but principal du secteur socialiste du gouvernement tripartite. Dans quelle mesure ce but est-il atteint par ce gouvernement dix mois après sa formation ?

Il faut se rappeler que le moment où ce gouvernement d'Union sacrée avait commencé son activité était favorable à une reprise économique momentanée. C'était le printemps et, à Bruxelles, devait s'ouvrir l'Exposition internationale. Cette dernière a attiré une grande quantité de visiteurs étrangers grâce à la chute du change belge. Ces visiteurs venaient non seulement pour admirer l'Exposition, mais en grande partie surtout pour profiter des avantages de la dévaluation. Le même phénomène fut d'ailleurs observé jadis dans d'autres pays ayant traversé une situation monétaire analogue. Les visiteurs achetaient des vêtements, des chaussures, des fourrures, etc. Cela donna un coup de fouet à la petite industrie directement liée à la consommation. L'Exposition elle-même avait employé un assez grand nombre de personnel, chose qui se remarque sur le marché du travail d'un petit pays comme la Belgique. Mais jamais la résorption du chômage ne se fit sentir dans les industries de base, dans le Borinage par exemple, région la plus atteinte par la crise.

Cette résorption *momentanée* fut considérée comme telle par tous les hommes de bonne foi, même s'ils n'étaient pas des économistes éminents comme le savant ministre de la résorption du chômage.

Quelle fut l'attitude du P. O. B. et de son organe principal, le *Peuple,* en face de cette reprise provisoire ?

On peut dire sans exagération qu'après la formation du nouveau ministère le *Peuple* prit l'allure d'un organe gouvernemental et manifesta un optimisme en contradiction flagrante avec la misère de la classe ouvrière belge. Il faut ajouter que, ces derniers temps, le ton a un peu baissé, ce qui est dû à la trop grande évidence de la médiocrité des résultats obtenus.

Ainsi, nous voyons le *Peuple* du 8 août portant une manchette criarde : « *En juin 1935, pour la première fois depuis cinq ans, les chemins de fer belges ont fait un bénéfice.* » « *De mai à juin 1935, le chômage a encore diminué de 15 %.* »

Le 5 octobre, on annonce une nouvelle diminution de 4.000 chômeurs pour la semaine du 23 au 28 septembre et, en même temps, une chute graduelle des dépenses pour le secours aux chômeurs respectivement de 95, 82, 54 et 43 millions par mois. Enfin, la dernière diminution est signalée le 19 octobre, diminution de 2.000 personnes; ainsi, le nombre total des chômeurs, s'élevant en mai à 199.931, tombait à 161.523.

Ces chiffres sont-ils réels ? Correspondent-ils véritablement à la remise au travail ou ont-ils été obtenus grâce à des manœuvres magiques de la statistique ? Des rumeurs se sont répandues parmi les travailleurs à ce sujet; d'aucuns assuraient que la diminution considérable du nombre des chômeurs fut obtenue grâce à l'application très rigoureuse des conditions d'assurabilité. Ces chiffres ont été contestés aussi, à une séance de la Fédération bruxelloise des syndicats, par des fonctionnaires syndicaux très modérés.

Entre temps, l'Exposition ferme et le nombre des chômeurs commence à augmenter. Citons des chiffres donnés par le journal *Plan* : « *Du 28 octobre au 2 novembre 1935, il y avait 157.331 chômeurs. Du 24 au 28 décembre, ce nombre atteint* 205.084. » « *Ainsi,* dit le rédacteur de *Plan, en l'espace de huit semaines la résorption du chômage opérée au long de vingt-cinq semaines précédentes se trouve* ANNULÉE. »

Cependant, le mythe créé sur la diminution du

chômage toujours progressive n'était pas sans utilité pour le bloc gouvernemental. Derrière le paravent des chiffres criards, on préparait le gros coup: on élaborait le budget pour 1936 où les dépenses pour les allocations de chômage devaient devenir *limitatives*. La prose du *Peuple* à ce sujet est à admirer : « *Le crédit porté à ce chef au budget, et fixé d'après la tendance actuelle du chômage, a pu être réduit en tenant compte de l'amélioration sensible survenue dans le nombre des chômeurs et parce que, contrairement à ce qui se faisait dans le passé, il sera considéré comme ayant un caractère limitatif.* » « *La réduction du crédit est de* 100 *millions. Tout permet de croire que cette somme sera suffisante.* » « *L'indemnité individuelle ne peut être réduite. Il n'en est pas question, d'ailleurs, et la politique de rénovation économique aurait échoué si elle ne parvenait pas à réduire dans une mesure encore plus sensible le nombre des sans-travail.* » (*Peuple* du 6 octobre.)

A l'heure actuelle, étant donné que la résorption du chômage est réduite à zéro et que les crédits sont limitatifs, que va-t-on entreprendre vis-à-vis des chômeurs ? On annonce déjà l'initiative du Comité central industriel (Comité des forges belge) qui consisterait à diviser les chômeurs en deux catégories, dont une qui chôme le plus longtemps, c'est-à-dire ayant le niveau de vie le plus misérable, sera dépourvue de secours de chômage.

Comment réagit, en face de cette situation, le prétendu sauveur des chômeurs ? Que fait son *Orec* (Office de redressement économique) dont Spaak avait annoncé qu'il avait déjà fait pour les chômeurs plus que le Plan du Travail lui-même n'était capable de faire ? Eh bien ! cet *Orec* s'occupe tout d'abord de créer des mythes, en quoi il se montre héritier direct du Plan. L'*Orec* fait de belles promesses... Il annonce de grands travaux pour lesquels il possède, paraît-il, 3 milliards et demi. Ces fameux 3 milliards ont été présentés à toutes les sauces possibles par le *Peuple* et les amis politiques de De Man. Il se trouve toutefois, aujourd'hui, que de cette somme il ne reste qu'un solde libre d'un milliard 127 millions (déclaration du ministre des Finances au conseil du cabinet du 10 janvier). Inutile d'ajouter que les travaux annoncés depuis longtemps ne sont toujours pas entamés.

En attendant, le ministre « en manches de chemise » ne reste pas inactif : il rédige des règles de circulation routière, tente d'organiser des prêts aux futurs époux pour achat de mobiliers, ce qui doit, dans son idée, aider les jeunes chômeurs à se mettre en ménage et provoquer en même temps l'augmentation de la production. Et le *Peuple* de nous apprendre que cette dernière initiative découle directement des théories fondamentales du Plan.

Enfin, le ministre socialiste n'oublie pas sa propre personne. Cet homme, qualifié l'an passé par Jules Romains comme le plus grand penseur du socialisme après Karl Marx (cela apprendra à Jules Romains d'être trop enthousiaste), demande sa réintégration dans l'armée. Laissons parler, à ce propos, le *Moniteur belge*, n° 951, du 30 septembre 1935 : « *Le ministre des travaux publics et de la Résorption du chômage, l'ex-lieutenant de réserve de l'infanterie De Man H. est réintégré,* SUR SA DEMANDE, *avec son grade et son ancienneté, dans le cadre de réserve de l'armée à la date du* 3 *février* 1935. *Il est nommé capitaine à la date du* 26 *septembre* 1935. » Et, quelques jours plus tard, le même *Moniteur* dit ceci : « *Arrêté royal n°* 990, *du* 30 *octobre* 1935 *: La croix de chevalier de l'Ordre de la Couronne est décernée, en reconnaissance des services rendus, au capitaine de réserve* 17.842 *De Man H., du 6e régiment de ligne. Il prendra rang dans l'Ordre, en cette qualité, à dater de ce jour.* »

« *Arrêté royal n°* 991, *du* 30 *octobre* 1935 *: La croix de guerre, avec palme, est décernée au capitaine de réserve* 17.842 *De Man H., du 6e régiment de ligne « pour le courage et le dévouement dont il « a fait preuve au cours de sa longue présence au « front.* »

« *Arrêté royal n°* 992, *du* 30 *octobre* 1935 *: La médaille du volontaire combattant* 1914-1918 *est décernée au capitaine de réserve* 17.482 *De Man H., du 6e régiment de ligne.* »

Cela a permis à un journal bruxellois de dire : « Le capitaine De Man a déjà résorbé trois décorations ! » Quant à nous, nous laissons aux lecteurs de la *R. P.* le soin d'apprécier si nous nous trouvons en présence d'une simple bassesse humaine ou d'un ramollissement cérébral.

Politique des salaires

Le programme gouvernemental prévoyait l'augmentation des salaires dans le cas où l'indice des prix de détail viendrait à monter. L'indice officiel est monté depuis la dévaluation de 10 % et continue encore sa marche ascendante. Le prix de la vie a monté bien davantage. Cependant, les salaires n'ont pas augmenté. Louis de Brouckère dit à ce propos dans le *Peuple* du 29 décembre : « *Si nous ne savons pas exactement de combien le prix de la vie a monté, nous savons qu'il a monté beaucoup.* »

Le besoin de porter les salaires ne fût-ce qu'à leur niveau misérable d'avant la dévaluation est extrêmement urgent et a causé déjà plusieurs grèves dans le pays. On sait que les salaires belges étaient parmi les plus bas de l'Europe. Quels sont-ils à l'heure actuelle ? Personne ne le saurait dire au juste. Citons à ce sujet de nouveau de Brouckère qui dit ceci : « *Nous sommes, en matière de salaires, dans une ignorance plus effrayante encore qu'en matière de prix. Sait-on que le ministère du Travail ne possède, à ce sujet,* AUCUNE INDICATION D'ENSEMBLE ? » On se sert, d'après de Brouckère, des données de la Banque Nationale !

Quel est le rôle du ministre Delattre dans cette lutte pour les salaires ? Ce rôle est pitoyable. Il fait semblant de faire travailler des commissions paritaires et nombreux sont les cas où les patrons répondent à peine à ses invitations. Cette mollesse du ministre mineur est au point de déplaire à la Commission syndicale elle-même. Son secrétaire général Mertens dit à ce sujet : « *Le gouvernement peut parfaitement* IMPOSER *sa politique de salaires, impliquée dans la déclaration ministérielle, à tous les industries et entrepreneurs qui sollicitent leur part dans l'exécution des commandes décidées ou subsidiées par l'Etat ou l'Orec.* » Par contre, Delattre lui-même semble satisfait des résultats obtenus par lui, en preuve de quoi nous donnons un extrait de son dernier discours prononcé devant la fédération boraine : « *Nous avons créé des commissions paritaires en assez grand nombre. Seulement, nous ne pouvons pas les imposer. Les salaires ont été augmentés dans la plupart des industries grande, moyenne et petite. En général, on est arrivé à des résultats satisfaisants.* »

Il y a, semble-t-il, divergence entre l'opinion du prolétariat et celle du ministre du Travail. Cette différence d'appréciation serait moins fâcheuse si on n'était pas à la veille des élections. Tenant compte d'une pareille circonstance, la fédération boraine a décidé de ne pas soumettre Delattre au poll et de le porter d'emblée comme premier candidat. Le groupe J. G. S. de Jemmapes proteste contre cette procédure et dit entre autres : « *...De plus, elle* (la procédure) *laisse à supposer que le principal mandataire borain craint de connaître l'appréciation publique.* » Ajoutons à titre d'information qu'après des protestations énergiques et nombreuses, Delattre a refusé de ne pas se soumettre au poll, ce qui ne nous empêche pas de croire quand même que le triste exemple de MacDonald plane devant ses yeux.

Organisation des professions

La question d'organisation des professions et de création de commissions paritaires figurait comme un des points essentiels dans le programme du gouvernement tripartite. Dans quelle mesure ce paragraphe a-t-il été réalisé ?

Delattre, comme nous l'avons déjà dit plus haut, a créé d'assez nombreuses commissions paritaires. Quant à la question de l'incorporation des syndicats dans l'organisme gouvernemental et de l'éla-

boration d'un statut légal, elle n'a heureusement pas avancé beaucoup. Cela, sans doute, n'est pas dû à un manque de volonté de la part de Delattre, mais à son incapacité et aussi grâce à une certaine opposition au sein du mouvement réformiste lui-même.

La question a été débattue lors de la semaine syndicale qui eut lieu à Ostende au mois de décembre. Buset se chargea d'être le défenseur du statut légal. Il a été assez prudent dans son exposé, néanmoins assez clair pour ceux qui savent lire entre les lignes. Il cherche à justifier sa position par le fait que, de toute façon, un projet de statut est déjà proposé par un ex-ministre catholique, Heyman; ce dernier projet s'était inspiré du corporatisme. Pour lui, Buset, il s'agit d'abord de confirmer par le droit écrit les solutions conciliatrices de la pratique courante. Buset conseille de prendre l'initiative de formules juridiques en conformité avec le point de vue socialiste. « *Il ne faut pas croire,* dit-il, *que tout statut légal ouvre la voie au corporatisme.* » Il présente ensuite une espèce de projet de statut possible, d'après lequel les syndicats obtiendraient la personnalité civile, ce qui conférerait aux conventions collectives une valeur juridique.

Le point de vue opposé a été exposé par Louis de Brouckère. Il rappelle que l'arbitrage supprime la convention collective, car quand une tierce personne intervient les deux parties ne cherchent pas à se mettre d'accord. Il souligne que la tierce personne en question est l'Etat capitaliste, qu'il est dangereux de considérer comme souverain. « *Je trouve même, dans nos milieux, un culte de l'Etat injustifiable* », ajoute de Brouckère; d'après lui, les contacts du prolétariat avec l'Etat devraient être du même ordre que ceux avec le patronat.

Il est difficile de dire quelle opinion trouve plus d'adeptes parmi les couches dirigeantes et les fonctionnaires haut placés du P. O. B.; toutefois, il nous est arrivé d'entendre des secrétaires syndicaux exposer en public que le vrai danger fasciste en Belgique ne relève pas des organisations nationalisto-corporatistes, mais des liens trop étroits du P. O. B. avec l'Etat capitaliste. Nous considérons cette opinion comme bien fondée.

La gauche socialiste

Qu'est devenue, dans les circonstances actuelles, la gauche socialiste ? A-t-elle réussi à se regrouper après la trahison de son ancien leader ? A-t-elle pu assurer la parution de son organe ?

La première réaction de l'*Action socialiste* fut digne. Peu de temps après, cet organe devint, grâce à un de ses collaborateurs (le Dr Marteaux), le défenseur acharné de la politique extérieure de Staline. Cela a causé une scission au sein de la rédaction. Pendant un moment, deux organes portèrent le même nom. Par suite, l'un d'eux a pris le nom d'*Action socialiste révolutionnaire;* il est rédigé par un jeune militant du Borinage, Walter Dauge, et est soutenu surtout par quelques régions minières du pays. Il a pris une position nettement antigouvernementale et internationaliste et donne assez de place à la critique de la politique intérieure et extérieure russe. Son rédacteur Dauge est allé en Russie en délégation au mois de mai et, contrairement à tant d'autres, a su voir et comprendre où va la Russie sous Staline. Ce journal est aussi soutenu et influencé par un groupe d'anciens trotskistes qui sont entrés il y a quelque temps au P. O. B. On peut dire qu'à l'heure actuelle il est le seul organe de lutte de classe existant en Belgique et ayant une influence sur des couches ouvrières de certaines régions industrielles. Signalons que ce mouvement est loin d'être antiparlementaire; Dauge est un des candidats du Borinage pour les prochaines élections.

Quant à la Jeune Garde Socialiste, elle parut assez effacée au cours de la période examinée. Elle n'était pas unanimement contre l'entrée au gouvernement, quoique son secrétaire national Godefroid se déclara, dès le commencement, adversaire de la combine tripartite.

Nous avons pu voir un défilé des J. G. S. à Bruxelles lors de la manifestation à l'occasion du 50e anniversaire du P. O. B. C'était un cortège imposant, comprenant parmi les jeunes de nombreux ouvriers et ouvrières d'âge assez avancé; on avait l'impression que la J. G. S. avait une tendance à devenir le parti des mécontents au sein du P. O. B. Ce cortège passait devant la tribune où se trouvaient les bonzes en criant : « Nos subsides ! » Cela avait un sens parfaitement pratique. Le P. O. B., qui octroyait certains subsides à la J. G. S., les avait retirés comme représailles contre l'attitude de cette organisation lors de la grève de la Basse-Sambre; tandis que le gouvernement, y compris les ministres socialistes, faisait lancer des gaz lacrymogènes, la J.G.S. répandait des tracts appelant au soutien de la grève.

A l'heure actuelle, on essaye d'attirer la J. G. S. pour une nouvelle action pour le Plan. Va-t-on réussir ? La bêtise humaine a-t-elle des bornes ?

Et le projet de la prolongation du service militaire ? Quelle sera la riposte de la J. G. S. ? Il semble certain, dès à présent, que le P. O. B. ne s'opposera pas à la loi par principe. Bien au contraire, il se vante d'être le seul parti ayant véritablement et constamment le souci de la défense nationale. De ce chef, l'abîme entre les deux générations du parti s'approfondira-t-il ou trouvera-t-on un nouveau et honteux compromis ?



Les dix mois d'Union sacrée ont amené le prolétariat belge vers un abîme. Tandis que la bourgeoisie en sort renforcée économiquement et moralement, le prolétariat a été seul à payer les frais de la dévaluation et se trouve dans un extrême désarroi moral.

Cette disproportion des forces apparaît surtout dangereuse étant donné la gravité de la situation internationale.

Puissent au moins les organisations syndicales garder les restes de leur indépendance et le mouvement des jeunesses le minimum de clairvoyance en face de cet état trouble. — Ida METT.

Romain Rolland d'accord avec Vandervelde !

Le *Peuple* de Bruxelles a publié, le 31 janvier, la dépêche suivante de Romain Rolland à Emile Vandervelde en réponse à un article élogieux publié l'avant-veille par ce journal à l'occasion du 70e anniversaire de l'écrivain français :

« *Remerciements affectueux. Fêtons ensemble nos 140 ans.* »

Significatif ! L'ancien « Au-dessus de la mêlée », si jaloux de son indépendance individuelle, s'empresse de serrer la main au ministre d'Etat belge qui, aujourd'hui comme en 1914, appelle les ouvriers belges à la « Défense Nationale ». L'un pour Staline et les bureaucrates russes, l'autre pour la Société Générale, voilà ces deux vieillards d'accord pour pousser la jeunesse ouvrière à l'abattoir ! Ainsi se retrouvent ces grands hommes. Et dire que grâce au bourrage de crânes général tous les deux seront consacrés par l' « Histoire » comme des modèles de probité et des défenseurs du prolétariat. — N. LAZARÉVITCH.

LA MORT DE CHARLOTTE CHIANÉA

Notre collaboratrice Charlotte Chianéa, qui assura longtemps avec Giauffret le principal de notre rubrique *A travers les Livres,* est morte à Cannes, le 3 février dernier.

Agée seulement de 33 ans, notre camarade, qui était institutrice, avait dû se faire mettre, il y a quelques années, en congé de longue durée pour raison de santé. Elle meurt presque au même âge qu'était mort Fulconis, un autre des premiers collaborateurs de la *R. P.*, instituteur lui aussi, et frappé du même mal, la tuberculose, maladie pour ainsi dire professionnelle des membres de l'Enseignement.

Nous garderons fidèlement sa mémoire.

A PROPOS DE PLANS ET DE PROGRAMMES

Qu'est-ce qu'une réforme ? Qu'est-ce qu'un remède de crise ?

Si l'on veut essayer de se reconnaître quelque peu dans cet invraisemblable bric-à-brac que constituent tous les « plans » et « programmes » qui ne cessent d'éclore depuis quelques années, il convient de les examiner séparément sous le double aspect qu'ils se donnent : celui d'être des plans de réforme de la société, et celui de fournir les moyens de sortir de la crise.

Voyons tout d'abord ce qu'il faut entendre par réformer la société. Ou, si l'on veut, qu'est-ce qu'une réforme ?

Le meilleur moyen de s'en rendre compte est peut-être de se rendre compte d'abord de ce qu'est une révolution, les réformes n'étant en somme, si les défenseurs des réformes ne nous trompent pas, qu'une révolution par étapes.

Conquête de droits et conquête de places

C'est un fait bien connu, et qui est cause d'un nombre immense de confusions, qu'un même mot sert souvent à désigner des choses très différentes. De même que du mot « réforme » il en est ainsi du mot « révolution ».

C'est Vico, je crois, qui, le premier, remarqua que par révolution on désignait indistinctement les mouvements tendant à la conquête de *droits*, et ceux ne tendant qu'à obtenir des *places*, — des mouvements qui ont pour résultat de donner des droits à des *classes* qui en étaient jusque-là dépourvues, et des mouvements dont l'effet ne consiste qu'à remplacer l'*équipe* au pouvoir par une nouvelle équipe, pour l'avantage personnel des soi-disant « révolutionnaires ».

La plupart des révolutions du Centre ou Sud Amérique, dans lesquelles un quelconque général marche un beau jour sur la capitale, renverse le président en fonction et se proclame à sa place — sans que rien soit changé à la structure politique et sociale du pays — sont le type le plus parfait de ces « révolutions » pour les places.

Parfois, la chose se complique du fait que la « révolution » n'a pas seulement pour but de remplacer ceux qui sont au pouvoir, mais de faire participer un plus grand nombre aux avantages du pouvoir, et, pour cela, change la structure de l'Etat.

Cela se produit lorsqu'il existe, pour une raison quelconque, une masse importante de gens ne pouvant ou ne voulant s'employer dans la production, qui sont convaincus que leurs « capacités » leur donnent droit de vivre sur la plus-value et qui sont trop nombreux pour trouver place dans les cadres de l'Etat tel qu'il existe à ce moment. Ce sont les « déclassés » de Blanqui. Les révolutions qu'ils font ont pour but de modifier les formes de l'Etat afin qu'il y ait désormais des places pour eux tous. Bien que ces déclassés peuvent souvent être assez nombreux pour avoir les apparences d'une classe, et bien que leurs révolutions aboutissent à des changements de structure politique, elles ne sont point fondamentalement différentes des pronunciamientos américains, car il ne s'y agit également que de places, non de droits.

A ce type ressortissent les « révolutions » fascistes. La « révolution fasciste », non seulement substitue au personnel d'Etat en place son propre personnel, mais double les organe d'Etat de ses propres organes de parti. A côté de chaque corps politique ou administratif, le fascio ou la cellule; à côté de l'armée régulière, la milice ou la section d'assaut. Tous les « intellectuels » sans place, depuis le Herr Doktor jusqu'à l'employé de banque, tous ceux qui, parce qu'ils ont été à un moment donné déchargés du lourd fardeau du travail productif, veulent continuer à en rester déchargés, depuis l'adjudant en retraite jusqu'au commerçant failli, tous ceux-là maintenant vont pouvoir être casés.

C'est pourquoi c'est dans les pays particulièrement « intellectualisés », dans ceux à haute proportion d' « intellectuels » sans emploi que le fascisme s'est installé. C'est pourquoi, également, il a rencontré l'appui du capitalisme car il lui fallait, comme à celui-ci, poursuivre l'accroissement de l'exploitation du prolétariat, un accroissement du taux de la plus-value étant nécessaire pour fournir de quoi entretenir l'armée des nouveaux parasites d'Etat.

Il va de soi que ces sortes de « révolutions » — qu'on appelait, dans mon jeune temps, des révolutions *politiques* pour les opposer aux véritables révolutions qu'on appelait les révolutions *sociales* — ne présentent aucun intérêt pour la classe ouvrière, même si elles s'accomplissent « au nom » du prolétariat et sous les plis du drapeau rouge. Pour la classe ouvrière, il ne saurait être qu'une révolution : celle qui lui transfère les droits qui, jusqu'alors, étaient l'attribut des autres classes.

Les réformes sociales

Eh bien ! il en est des réformes comme de la révolution. Il n'est de véritables réformes sociales, de réformes sociales prolétariennes, que celles qui donnent au prolétariat des *droits*, non plus, comme la révolution, tous les droits, mais au moins certains droits.

Comme exemple de ces réformes véritables, nous en citerons une, bien modeste, que la C.G.T. avait, il y a quelques années, à son programme : l'institution de *délégués ouvriers à la sécurité*. Certes, ce n'est pas un droit bien considérable celui qui consiste à pouvoir désigner des camarades qui empêcheront qu'on ne vous fasse travailler dans des conditions à se rompre le cou, mais, si faible soit-il, c'est un *droit*. La création de tels délégués, ayant le droit d'exiger du patron que soient opérées les modifications nécessaires et le droit d'arrêter le travail si elles ne sont pas faites, serait une véritable réforme, une réforme sociale.

Une réforme à un degré plus élevé, mais du même genre, est l'institution de *conseillers d'entreprise* comme ceux qui existaient en Allemagne avant Hitler, conseillers ayant un droit de surveillance et d'intervention pour tout ce qui concerne les conditions de travail et, notamment, sur l'embauchage

et le débauchage. Plus importants encore étaient les droits des premiers conseils d'entreprise de la République allemande, qui avaient un droit de regard et de contrôle, non seulement sur les conditions du travail, mais sur toute la gestion, même commerciale et financière, de l'entreprise.

Tout ceci constitue de vraies réformes puisqu'elles modifient la structure sociale, puisqu'elles donnent à la classe des prolétaires des droits qui, précédemment, étaient l'apanage exclusif de la classe des propriétaires.

Or, le premier trait fondamental de tous les plans et programmes actuels, qu'ils émanent de fascistes, pseudo-fascistes, socialistes ou communistes, qu'ils portent l'étiquette d'un parti politique ou d'une organisation syndicale, qu'ils soient belges, anglais ou français, *c'est de ne contenir aucune réforme de cette nature*. Comme réforme sociale ouvrière, c'est zéro. Même les délégués ouvriers à la sécurité ne figurent pas au plan de la C. G. T. Aucun *droit* nouveau n'est prévu pour les ouvriers eux-mêmes.

Les réformes philanthropiques

Il existe une autre catégorie de réformes, celles qu'on qualifie habituellement de « sociales », mais à tort car elles ne modifient pas la structure sociale; on pourrait les appeler plus justement des réformes « philanthropiques ». Ce sont celles qui ont pour but, non de donner des droits à l'ouvrier, mais de le *protéger;* non de lui fournir des armes pour se défendre, mais d'interdire qu'on ne l'exploite ou l'opprime au delà de certaines limites.

Telles sont les lois qui réglementent le travail des femmes et des enfants, astreignent les usiniers à certaines mesures de sécurité ou d'hygiène, etc.; telles sont également les lois d'assurances ouvrières et d'assistance.

Quelle que soit la raison à laquelle elles sont dues, qu'on considère que ces lois soient le produit de mobiles purement désintéressés, exclusivement philanthropiques, ou qu'elles soient dues au besoin d'assurer la conservation d'une quantité suffisante de chair à travail, ou enfin qu'elles soient le résultat de la pression de la classe ouvrière, une chose est certaine : si socialement elles sont sans valeur, — au point de vue individuel elles ne sont, certes, pas indifférentes. Les lois qui furent souvent édictées, dans les sociétés fondées sur l'esclavage, pour interdire au maître de tuer son esclave, n'étaient pas des réformes sociales; après comme avant, l'esclave restait esclave, intégralement esclave; il n'était cependant pas indifférent pour chaque esclave, pris individuellement, de ne pas être tué. De même les lois philanthropiques actuelles ne changent rien à la condition sociale du prolétaire, elles laissent intacts les rapports de classe existants, mais comme elles ont pour effet d'améliorer le sort matériel des prolétaires, elles ne sauraient leur être indifférentes.

Or, le second trait distinctif de tous les plans est que les réformes de cette seconde sorte sont, sinon totalement absentes, tout au moins reléguées à la dernière place. Il est manifeste que dans les plans où il en figure, on ne les y a mises que parce que décemment on ne pouvait faire autrement, qu'elles sont uniquement destinées à aider à faire passer le reste.

La plus importante des mesures de cet ordre qu'on propose est la réduction de la journée de travail, mais encore a-t-on bien soin de spécifier qu'il s'agit surtout par là de permettre le réembauchage de chômeurs, ce qui sous-entend qu'il ne s'agit, en l'espèce, que d'une mesure de crise destinée à durer... ce que durera la crise.

Mesures de crise

Donc, en fait de réformes ouvrières, les auteurs de plans n'en proposent à peu près pas. « Mais, disent-ils, c'est que ce n'est pas là notre but principal. En période de crise, la classe ouvrière ne peut rien obtenir, le chômage la handicape trop. Ce qu'il faut donc d'abord, c'est mettre fin à la crise, c'est remettre en marche la machine capitaliste; quand, grâce à nos plans, l'activité économique aura repris, et seulement alors, la classe ouvrière pourra s'assurer de nouvelles conquêtes. »

Admettons-le ! Voyons par quelles mesures on pourrait aider l'activité capitaliste à reprendre.

Dans ce qui va suivre, qu'on ne cherche pas de préoccupations d'ordre social ou moral. Ces préoccupations sont une chose; relancer l'activité économique en société capitaliste en est une autre, toute différente. Du moment qu'on maintient le capitalisme comme cadre général de la production, on ne peut activer celle-ci qu'en activant le capitalisme, et comme le seul moteur du capitalisme est le profit, on ne peut activer le capitalisme qu'en lui fournissant de nouvelles sources de profit.

Donc, si l'on veut mettre fin à la crise autrement que par la révolution sociale, disons-le honnêtement, franchement, il n'est qu'un moyen : accroître le profit.

Pour cela, indépendamment de la dépréciation monétaire sur laquelle nous nous sommes suffisamment et souvent expliqué pour qu'il n'y ait pas besoin d'y revenir, un certain nombre de mesures peuvent être envisagées.

Dans la production moderne, il est un certain nombre d'industries qui sont en quelque sorte dominantes : leur activité entraîne celle des autres. C'est avant tout sur celles-là qu'il faut agir, même si provisoirement c'est aux dépens des autres. Trois industries jouent principalement ce rôle d'industries dominantes : la métallurgie, le bâtiment, le textile. Voyons successivement comment on pourrait faire démarrer chacune d'elles.

Agir sur la métallurgie par l'auto

Il y a une industrie qui joue un rôle de plus en plus important dans l'ensemble de l'industrie métallurgique, c'est celle de l'automobile. A telle enseigne qu'aux Etats-Unis c'est maintenant l'activité de la construction automobile qui fixe presque à elle seule le rythme de toute la production métallurgique. D'autre part, l'emploi des autos entraîne l'existence de toute une série de petites industries annexes répandues sur tout le pays : garagistes, mécaniciens, distributeurs d'essence, etc... Une forte et rapide augmentation de la production et de la circulation automobile serait donc l'un des moyens les plus efficaces de faire démarrer l'activité économique.

Or, précisément, il est assez facile d'assurer cette augmentation.

Le « besoin » d'autos est évident. Il n'est personne en France qui ne rêve d'avoir son auto, pour passer son dimanche ou faciliter ses affaires. Il y en a qui se privent même du nécessaire, afin d'avoir ou de conserver leur auto.

Un seul empêchement à l'accroissement des automobiles : le prix. Mais quel prix ? Celui d'achat de la voiture ? Pas tant que cela. Le snobisme qui pousse un grand nombre d'individus à n'avoir que des voitures de la dernière mode, fait qu'on peut trouver des voitures d'occasion en très bon état pour quelques milliers de francs. Même en dehors

de l'occasion, combien de gens ont à la Caisse d'épargne ou ailleurs la quinzaine de mille francs nécessaire à l'achat d'une petite voiture neuve, et qui cependant n'ont pas d'autos.

Ce qui limite le développement de l'auto ce n'est pas son prix d'achat, c'est ce que coûte son usage : garage, assurance et surtout carburant. Le développement de l'auto est avant tout fonction du prix de l'essence (1); si l'auto a pris aux Etats-Unis la formidable extension que l'on sait, ce n'est qu'à cause du bas prix de l'essence.

Or, en France, l'essence est à des prix exorbitants, et ces prix ne sont exorbitants que parce que les impôts qui la frappent sont à des taux exorbitants. L'essence raffinée, toute prête à être consommée, revient à 3 ou 4 sous sur bateau dans les ports français, et elle est vendue plus de 2 francs! La différence est constituée pour la moitié au moins par les impôts — non point les impôts généraux qui frappent tous commerçants et industriels, mais les impôts spéciaux à l'essence.

Qu'on supprime les impôts qui frappent l'essence, on réduira ainsi de moitié au moins le prix de l'essence, et alors triplera, quintuplera, décuplera peut-être, dans un temps très bref, la circulation automobile.

Si on ne les supprime pas totalement, il suffirait de les réduire dans une proportion suffisamment massive, des deux tiers au moins par exemple, pour que l'achat et la circulation des automobiles s'accroissent massivement. La réduction massive des impôts sur l'essence (2) et plus généralement sur les carburants, telle est donc une première mesure susceptible de faire démarrer la machine capitaliste.

Mais, dira-t-on, ce serait là une chose excellente, elle a cependant un défaut : c'est que la réduction massive de l'impôt sur l'essence causerait un énorme trou dans le budget, ce que la situation financière actuelle ne permet pas. Voyons cela.

Lorsque des gens réclament la diminution du taux d'un impôt, ils ne manquent pas de prétendre que cette diminution fera augmenter le nombre d'opérations sur lesquelles cet impôt est prélevé et que, par suite, au total, le Trésor ne perdra rien. La plupart du temps, c'est faux! La diminution des taxes sur les enterrements ne ferait pas augmenter le nombre de ceux-ci, et il en est dans beaucoup de cas comme dans celui-là.

Mais il y a des cas exceptionnels où la règle est vraie, où la diminution du taux de l'impôt se trouve rapidement compensée par la multiplication des affaires que cette diminution permet, et tel serait certainement le cas d'une diminution massive de l'impôt sur l'essence; rapidement l'augmentation de la consommation d'essence permettrait de boucher le trou.

Cependant, il y aura une certaine période intermédiaire durant laquelle il y aura un trou. Un moyen d'y parer serait de demander aux industriels de l'auto, du pétrole, et à leurs banquiers, qui seront les premiers bénéficiaires du dégrèvement effectué, de s'engager à souscrire des bons du Trésor à faible intérêt pour un montant égal au trou tant que celui-ci subsistera, bons qui seront remboursés ensuite sur les rentrées supplémentaires que produira l'impôt. En somme, faire avancer l'impôt de consommation par les producteurs.

(1) Je laisse de côté la question de l'alcool, mêlé maintenant obligatoirement à l'essence, et pour lequel, *mutatis mutandis*, s'appliquent les mêmes observations qu'à l'essence.

(2) L'effet de cette mesure pourrait être renforcé par des mesures accessoires. Ainsi, l'obligation pour les compagnies d'assurances de consentir des assurances proportionnelles non au temps, mais au nombre de kilomètres parcourus, de façon à diminuer les frais fixes, très lourds pour ceux qui roulent peu.

Rétablir la vérité financière dans les chemins de fer

Oui, mais, dira-t-on encore, vous oubliez une chose : les chemins de fer. Le développement de l'auto diminuera la circulation par voie ferrée et augmentera d'autant le déficit des chemins de fer, déficit que non seulement il faudra combler, mais qui obligera les réseaux à réduire de plus en plus leurs commandes de matériel, si bien que la métallurgie perdra du côté chemin de fer ce qu'elle gagnera du côté autos.

Cela ne se produira pas si l'on se conduit honnêtement, honnêtement au sens économique et financier du mot, dans la question des chemins de fer. *Les chemins de fer sont économiquement en état de faillite.* Eh bien ! il faut, une bonne fois pour toutes, reconnaître cette faillite et faire ce que l'on fait en cas de faillite.

Lorsqu'une entreprise se constitue pour une fabrication quelconque, elle construit ses installations, achète son outillage, etc., avec les fonds qui proviennent de son capital ou d'emprunts. Puis elle se met à fabriquer, amortissant installations et outillage, avec le produit de ses fabrications, au fur et à mesure que le tout s'use. Mais si, avant que ce ne soit usé, une nouvelle invention intervient permettant de fabriquer le même produit ou un produit analogue dans de meilleures conditions, ce qui reste d'installation ou d'outillage non encore amorti n'a plus aucune valeur. L'entreprise ne peut donc plus rembourser à ses actionnaires ou à ses prêteurs l'argent qu'ils lui ont versé. Il lui faut alors faire faillite; l'honnêteté économique lui commande d' « assainir » sa situation, selon l'euphémisme consacré, en portant à son actif pour zéro l'outillage devenu inutilisable et en réduisant, au passif, de la quantité nécessaire correspondante les sommes dues à ses actionnaires et à ses obligataires (ça s'appelle « réduction du capital » et « concordat »). Redevenue « saine » grâce à cette opération, l'entreprise peut désormais trouver, si elle le veut, les capitaux nécessaires pour monter les nouvelles installations qui lui permettront de fabriquer selon le nouveau procédé.

Or, c'est exactement ce qu'il est nécessaire de faire pour les chemins de fer parce que telle est exactement leur situation.

Jusqu'en ces derniers temps, les réseaux pouvaient prétendre qu'ils n'étaient pas en faillite, car ils pouvaient dire que si on les laissait augmenter leurs tarifs, ils feraient leurs frais. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Depuis la victorieuse entrée du Diesel dans le domaine de l'auto, les compagnies de chemin de fer n'osent même plus réclamer l'augmentation de leurs tarifs, car elles se rendent compte que toute augmentation des tarifs ne ferait plus qu'accroître leur déficit, en faisant fuir davantage encore le trafic vers les transports automobiles, malgré même les impôts considérables qui frappent ceux-ci actuellement.

Le seul moyen de rétablir la situation des chemins de fer, c'est donc d'avouer leur faillite. Qu'ils ne continuent pas à traîner le mensonge d'un actif sans valeur qu'il leur faudrait continuer à rémunérer ! Qu'ils réduisent leurs charges financières au niveau de la valeur réelle de leur capital, en réduisant leur capital ainsi que le montant de leurs dettes !

A cela, il y avait un obstacle hier, mais qui n'en est plus un aujourd'hui. L'Etat a garanti la dette

des réseaux à l'égal de la sienne propre, et garantit à leurs actionnaires un profit minimum. La faillite des chemins de fer explique donc la faillite de l'Etat. Cette faillite de l'Etat pouvait encore apparaître comme un événement gros de conséquences au début de ce siècle lorsqu'on jugeait solennellement que même un impôt général sur le revenu ne devait pas frapper les revenus provenant des rentes sur l'Etat, car ce serait un moyen indirect pour l'Etat de réduire l'intérêt qu'il s'était engagé à servir! Mais maintenant on n'en est plus là; après la dévaluation du franc des quatre cinquièmes par Poincaré et la réduction des coupons de rente du dixième par les décrets-lois, l'Etat français n'en est plus à une faillite près ! Celle des chemins de fer aura sur les autres l'avantage au moins d'avoir un fondement économique réel et palpable.

Cette faillite financière des chemins de fer permettra la renaissance des chemins de fer.

La voie ferrée n'est en effet nullement démunie de moyens de lutte contre la route. Le train a sur la voiture l'avantage d'avoir une voie privée sur laquelle la circulation est réglée systématiquement, ce qui, pour une même vitesse maximum, permet des moyennes beaucoup plus élevées. D'autre part, du fait du faible coefficient de frottement des rails, la résistance à l'avancement est sensiblement moindre, d'où économie de frais de traction. Ce sont là des avantages qui peuvent contre-balancer facilement celui qu'a la voiture de passer à plus faible distance des villes et villages.

Mais pour que le chemin de fer puisse exploiter à fond ces avantages, il lui faut transformer entièrement ses modes d'exploitation et de traction. Il lui faut une modernisation totale qui exigera une quantité considérable de nouveaux capitaux. L'assainissement de ses bilans pourra lui permettre de les trouver et, par suite, de passer à l'industrie les commandes massives qu'exigera une modernisation rapide — commandes qui seront un second facteur de démarrage pour la métallurgie.

Passons aux deux autres industries maîtresses que nous avons dites et sur lesquelles nous pourrons être plus bref.

Des privilèges pour les maisons à petits loyers

L'industrie du bâtiment est, comme l'on sait, tombée à zéro. A Paris notamment, le nombre de demandes en autorisation de bâtir a battu tous les records... de baisse.

Pourquoi ?

La raison principale est qu'il y a actuellement un nombre fort important d'appartements à louer. Mais attention ! ces appartements rentrent à peu près tous dans la catégorie de ceux à loyers chers ou modérés, autrement dit des appartements pour bourgeois. Les appartements pour ouvriers restent, eux, à peu près aussi introuvables qu'il y a dix ans. Néanmoins, non seulement depuis la crise, mais même depuis l'avant-guerre, le capitalisme privé ne construit à peu près plus de maisons à petits loyers. Nous n'en rechercherons pas, pour le moment, les raisons; il suffit qu'elles existent. Pour les contre-balancer, il faut donner un avantage aux constructeurs de telles maisons.

Un avantage qui paraît devoir être suffisant serait d'accorder aux nouvelles maisons, dont les loyers ne dépasseraient pas un certain chiffre, *et à celles-là seules*, une exemption de tous impôts pour une durée de vingt ans, par exemple.

Ici, il n'y aurait pas à se préoccuper du « trou » que ça creuserait dans le budget, car, comme à l'heure actuelle les nouvelles constructions de cet ordre sont rigoureusement nulles, les impôts à en provenir sont, de toutes façons, égaux à zéro.

Ouvrir coûte que coûte l'exportation au textile

Troisième industrie : le textile.

Ici, c'est plus difficile, le développement des achats de tissus en France ne pouvant guère provenir que d'un développement de la consommation générale et celui-ci ne pouvant lui-même qu'être *consécutif* à la reprise et non la précédant.

Cependant si, pour le coton, il n'est peut-être pas très commode d'intervenir utilement, il n'en est pas de même pour la laine et la soie, pour lesquelles on peut agir sur l'exportation.

Après avoir été considérable, cette exportation est depuis quelques années à peu près nulle. Non point tant à cause de la crise, qui l'aurait fait seulement diminuer, que parce que les pays qui en étaient les principaux débouchés, notamment les pays anglo-saxons, ont établi sur les lainages et soieries français des droits prohibitifs, par représailles contre les « contingentements » et autres prohibitions que la France a établis sur leurs produits.

Le moyen de revigorer le textile serait donc de lui ouvrir à nouveau la porte de ces pays. Or cela est possible si on est résolu à consentir les « sacrifices » nécessaires. C'est-à-dire à cesser de protéger coûte que coûte contre la concurrence étrangère des industries plus ou moins accessoires, pour, en échange, obtenir l'ouverture des frontières étrangères aux produits de Roubaix et de Lyon, l'industrie textile restant (si elle n'est plus la seule comme autrefois) l'une des branches essentielles de la production capitaliste.

Concluons...

Telles sont donc les mesures qui, en s'ajoutant à la mesure générale de la réduction des dettes par la dépréciation monétaire, seraient susceptibles de faire reprendre l'activité économique.

Mais telles ne sont pas les mesures préconisées actuellement soit par les conservateurs sociaux, soit par les « réformateurs ».

Les mesures prises par les premiers, loin de tendre à activer la production, n'ont pour effet que de la restreindre. Elles consistent toutes, plus ou moins, à *garantir* le profit des capitalistes en place (3), en les garantissant contre toute nouvelle concurrence, contre tout bouleversement des conditions techniques et économiques existantes, alors que ce sont précisément de tels bouleversements qui constituent la condition *sine qua non* de l'activité économique en régime capitaliste.

Quant aux réformateurs (4), ils préconisent, pour sortir de la crise, des mesures tendant à *réduire* le profit. Celles-ci sont aussi inopérantes que celles qui cherchent à le garantir. S'il s'agit d'un début de révolution sociale qu'on est décidé à poursuivre à vive allure, bien! mais s'il s'agit, comme on le prétend, de mesures tendant avant tout à ranimer l'activité économique dans le cadre du capitalisme, et à permettre d'aller plus loin ensuite dans cette voie grâce aux bons résultats qu'on aura obtenus par cette première expérience, on commet l'erreur la plus lourde et *on se prépare les plus cruelles déceptions.*

---

(3) Voir dans la *R. P.* des 10 et 25 juillet 1932 les raisons générales de cette actuelle tendance de la bourgeoisie.

(4) Voir dans la *R. P.* du 25 mars 1934 (*le Plan de Man*) les raisons de classe qui ont dicté leurs plans aux « réformateurs ».

Autant qu'on peut s'en rendre compte, l'idée des auteurs de ces plans est qu'en frappant le grand capital, et le grand capital exclusivement, on ranimera l'activité économique du moyen et du petit capital qui seront enchantés qu'on supprime ainsi les « gros ». C'est là une erreur. Le petit ou moyen industriel a beau maugréer contre la Banque qui ne lui escompte pas assez de papier ou le lui escompte trop cher, le petit bourgeois a beau trouver scandaleux le luxe du grand bourgeois, ils se rendent néanmoins tous parfaitement compte qu'ils appartiennent les uns et les autres à la *même classe*, à une classe obtenant son revenu de la même manière, et que toute mesure qui frappe les uns menace par cela même les autres. Lorsqu'on touchera au capital du grand capitaliste — par les nationalisations, par exemple — tout capitaliste, si petit soit-il, se trouvera lui-même menacé dans son capital. Et ce n'est pas cela qui l'incitera à augmenter ses affaires, à « entreprendre », condition même de l'augmentation de l'activité économique.

Si l'on estime qu'à l'heure actuelle on n'est pas encore capable de sortir du cadre du capitalisme, mais qu'il faut, dans ce cadre même, sortir de la crise et obtenir des réformes ouvrières (de véritables réformes ouvrières donnant de nouveaux droits aux ouvriers et pas seulement de nouveaux postes aux intellectuels), le seul plan cohérent est de lier les deux catégories de mesures que nous avons indiquées.

D'une part des mesures qui, en accroissant la masse de la plus-value sans en augmenter le taux, permettent d'accroître le profit du capitaliste, seul moyen d'accroître l'activité économique en société capitaliste, sans aggraver l'exploitation du prolétaire.

D'autre part, mettre comme condition à la mise en œuvre de ces mesures l'octroi de nouveaux droits à la classe ouvrière.

Cela d'ailleurs sans illusions ! Tout en sachant fort bien qu'une fois sorti de la crise le capitalisme n'aura rien de plus pressé que d'essayer de reprendre au prolétariat ce qu'il aura dû lui accorder.

◇◆◇

Une autre chose est certaine. C'est que si l'on veut voir en ce pays la fin de la crise actuelle avant le début d'une nouvelle, il faut se hâter. L'actuelle crise, la crise de 1929, est terminée dans le monde depuis déjà près de trois ans. C'est 1932 qui a marqué pour le monde (mais non pour la France) le maximum de la crise. 1933 a vu l'activité économique commencer à reprendre, reprise qui s'est poursuivie en 1934, et qui s'est accélérée sensiblement en 1935. Déjà certains pays, comme le Brésil, n'ont plus de chômeurs, leur main-d'œuvre est devenue insuffisante et ils s'apprêtent à accroître les contingents d'immigrés.

La crise actuelle suit ainsi très exactement le cours de ses aînées; il est donc probable qu'elle sera suivie d'une nouvelle crise dans les délais ordinaires, c'est-à-dire d'ici trois ou quatre ans au maximum. Pour la France qui, elle, est encore en pleine crise, la période de « prospérité » sera donc, en tout état de cause, fort courte.

R. LOUZON.

EN MARGE... par Romagne

UN RÊVEUR

Vous avez peut-être entendu déjà parler de la chose. M. Henri Pichot, président de l'Union Fédérale des anciens combattants, a un projet à lui pour célébrer dans l'intimité, si l'on peut dire (mais vous verrez bien qu'il s'agit d'une réelle intimité), le vingtième anniversaire de la bataille de Verdun. Il voudrait rassembler autour de ces forts tristement célèbres, dont les noms réveillent en nous l'écho des noms de cimetières, un très grand nombre de ces hommes qui pendant des mois et des mois, s'efforcèrent de s'entre-tuer avec tant de froide fureur, d'application et d'amour-propre. Vous avez bien compris : des Allemands et des Français, les uns près des autres, d'autres aussi venus d'autres pays, mais rien que des anciens combattants, tel est le projet de M. Henri Pichot. Nous voilà sortis des commémorations officielles, des gibus, des crânes chauves et des képis dorés au premier rang, des discours aussi creux que sonores et de l'attitude ferme et recueillie de quelques rangs d'officiers au garde-à-vous sous les plis flottants des drapeaux.

Quand je vous disais qu'on serait entre soi.

Naturellement, le projet de M. Henri Pichot dérange bien du monde.

Il ne faut pas oublier que nous avons toujours en France des patriotes patentés, vigilants et décidés qui sont la seule expression vivante et reconnue de nos morts, de tous nos morts et rien que de nos morts, qui ne peuvent pas penser à la moindre déclivité de nos frontières sans un douloureux serrement de nos cœurs, qui veulent la France uniquement... française (???) et qui conçoivent le patriotisme comme un droit d'embêter les autres et de leur casser la figure au besoin. Ceux-là ont compris que M. Henri Pichot qui est un de ces esprits faibles qu'aveugle un pacifisme absurde, dangereux et morbide, a l'inadmissible prétention de nous enlever, sans en avoir l'air, notre bataille française, exclusivement française de Verdun devant laquelle le monde entier est encore béant d'admiration et ils ne se la laisseront pas prendre comme ça. Va-t-on encore se battre à Verdun cette année ?

Eh bien ! je crois, dans mon coin, que la chose ne vaut pas tant de bruit. On peut faire ce qu'on voudra à Verdun, des monuments, des discours, des pèlerinages puisque c'est l'anniversaire. On peut s'en donner jusque-là et même au-dessus. Ça pourra peut-être réveiller dans le cœur de bien des vieilles femmes (les dernières victimes) une douleur inconsolable que le temps avait assoupie, et ramener des larmes à leurs pauvres yeux flétris à force d'avoir pleuré. Et ce sera bien tout.

Car, certes, à l'appel de M. Henri Pichot, beaucoup d'hommes de partout qui ont connu là-bas les heures les plus affreuses de leur vie lèveront la tête, laisseront leurs outils et viendront. Ils arriveront de tous les coins, ils promèneront leurs yeux étonnés sur des villages propres et bien tenus qu'ils ne reconnaîtront pas, ils chercheront vainement la piste qu'ils n'osaient même pas regarder et qui, à travers la terre nue, déchiquetée et les arbres dépouillés, s'enfonçait vers les lignes... ils chercheront vainement aussi l'endroit, l'endroit précis qui avait mis dans leur pauvre tête

des images qui restent dans la vie d'un homme et ils ne trouveront que des collines calmes et reverdies, partout où la terre paraissait dévastée pour toujours. Ils verront surtout des cimetières, ces cimetières du front entretenus comme des jardins de maraîchers, avec le même soin du ratissé et du symétrique. Peut-être, cet ancien à jambe de bois qui entretient les tombes leur dira-t-il, comme il dit à tout le monde : « Je ne fais pas de jaloux, moi. Ils ont chacun un rosier, chacun le leur. »Paroles qui, évidemment, n'ont l'air de rien, mais qui font tout de même leur petit effet.

Ils verront aussi combien une fosse commune de cinq, de dix et même vingt mille inconnus peut tenir peu de place. Que pourront leur faire les inévitables barbelés archirouillés qu'on a laissés là pour les touristes, au milieu d'un paysage revenu depuis longtemps à la vie et où, seuls, quelques arbres dressent encore leurs formes noires et mutilées, derniers vestiges de la barbarie et de la bêtise humaine.

Certainement ceux qui se coudoieront là se regarderont, se souriront un peu honteux et confus en eux-mêmes, ceux qui le pourront se parleront : « J'étais par là... » et tous comprendront sans doute quels glorieux imbéciles ils ont été de part et d'autre et combien ils ont déshonoré la terre qui les porta.

Oui, mais après ? J'ai comme une vague idée que les hommes ne peuvent se prendre longtemps pour des imbéciles. Il faut toujours leur répéter qu'ils sont, seront ou furent des héros, et ils ne veulent entendre ni croire autre chose.

Voilà pourquoi je plains M. Henri Pichot.

◇◇◇

Cinémas

Sommes-nous civilisés : Un discours au cinéma, une leçon très méritée d'ailleurs que nous envoie l'Amérique. Mais ce film pour être plein de bonnes intentions n'en est pas moins très médiocre.

Le discours est le cri d'un esprit indépendant dans un pays de notre vieille Europe où l'on a supprimé la liberté de la parole et de la presse, et où la police brûle des livres sur les places publiques. Un pays où tout le monde ne connaît plus que le garde-à-vous avec la figure en coup de trique que cette attitude comporte.

L'homme qui fait l'apologie de la liberté commence son histoire avec la création du monde. Ça fait de belles images parfois, mais ce n'est pas toujours très palpitant. C'est ainsi qu'on y voit un Christ dans le goût le plus pur de la bondieuserie de Saint-Sulpice, un vrai Christ des images de communiant et un Mahomet de Musée Grévin. Les Américains ne comprennent rien à notre Europe et ils ont, certes, plus de mille fois raison; mais il faut reconnaître qu'ils ont des idées bien sommaires. Néanmoins, c'est une entreprise très courageuse que d'oser défendre la liberté à notre époque.

Dans le défilé des images, les bonnes choses ne manquent pas. La gloire de « notre » Napoléon est ramenée à sa juste valeur humaine. Il y a dans notre pays une sorte de culte d'attendrissement sur Napoléon qui ne s'explique pas : Napoléon à Sainte-Hélène, Napoléon privé de son fils, les derniers jours de Napoléon, etc..., on oublie combien de pères et de mères furent privés de leur fils par Napoléon. Mon rêve serait de lancer une souscription publique pour élever au Père-Lachaise un monument à Wellington, à Blücher et à Hudson Lowe, et on graverait sur le socle : « La France reconnaissante à ses bienfaiteurs », car nous avons aussi bien que n'importe qui le droit de parler au nom de la France. Bien entendu, on élèverait la même chose dans un champ de Waterloo. Je disais donc qu'il y a dans ce film quelques images qui en valent la peine. Mais ceci ne saurait racheter cela. Par exemple, que vient faire dans cette histoire cette mièvre intrigue d'amour dont on se passerait si bien. Est-il impossible de concevoir certains films sans amour et sans baisers sur la bouche ?

Le crime de M. Lange : Ce n'est pas un navet, ni un chef-d'œuvre cependant, ni rien d'extraordinaire en somme. Mais ce film est riche d'observation, de vie, d'humour parfois, même il n'est pas dépourvu par endroits d'un réalisme qu'on goûte comme une chose nouvelle, et les effets déplorablement faciles du cinéma en sont exclus. *Le crime de M. Lange* pourrait être quelque chose de très bien. Malheureusement trop d'escamotage souvent et du bâclé invraisemblable. Cela amène nécessairement bien des réserves.

Malgré tout, on voit tellement de choses médiocres au cinéma qu'on peut retenir *le crime de M. Lange* pour passer un après-midi, un jour de pluie.

◇◇◇

Théâtres

Le Cœur, de M. Henry Bernstein

Les pièces de M. Bernstein se répètent, c'est dix, c'est vingt fois la même chose, c'est monotone comme l'amour, en dépit des variations plus apparentes que profondes et réelles.

Le Cœur est encore une histoire de couchage ou plutôt de non-couchage. Après avoir exalté l'amour dans le cocuage, M. Bernstein exalte l'amour dans le mariage. Les temps changent, les mœurs deviennent sévères. Mais, sous la plume de certains auteurs, il y a des apologies qui paraissent des indécences.

La pièce est assez quelconque pour ne pas employer de mots irréparables, parfois d'une écœurante fadeur, parfois aussi légèrement dégoûtante comme d'habitude. Au dernier acte, les sentiments d'un vieux bonhomme sont tellement faux et forcés qu'on en éprouve une impression de gêne physique. Ce qu'on peut nous raser avec ces histoires de femmes accommodées à toutes les sauces : la femme qui aime, la femme aimée, la femme qui a raté son occasion et qui se rattrape comme elle peut, la femme qu'on n'oublie jamais, la femme qu'on veut et l'é-pou-se-fi-dè-le-à-son-ma-ri, etc., etc... Ce ne sont pourtant pas les autres sujets qui manquent; mais non, nous devons avoir ça dans le sang. On raconte qu'on donna une fois un livre à faire sur l'éléphant à un Russe, à un Allemand, à un Juif, à un Anglais et à un Français. Le Russe écrivit son livre sur l'éléphant et Dieu, l'Allemand fit dix volumes sur l'histoire de l'éléphant depuis la Genèse, le Juif traita : « L'éléphant et la question juive. », l'Anglais écrivit : « Comment j'ai chassé l'éléphant. », et le Français, naturellement : « L'amour et l'éléphant. » Ce doit être une fatalité.

A propos, on ne s'écrase pas au Gymnase.

Pour secourir les blessés éthiopiens !

On sait qu'un grand nombre de Croix-Rouge, par exemple celles d'Angleterre, de Suède, de Suisse ont envoyé en Ethiopie des ambulances destinées à secourir les blessés éthiopiens. Bien entendu, en France, le pays de la bourgeoisie la plus réactionnaire d'Europe, la Croix-Rouge, association essentiellement bourgeoise, n'a rien fait. Plus vite crèveront les victimes des bombes d'avion et des gaz asphyxiants et plus grande sera la gloire de Mussolini !

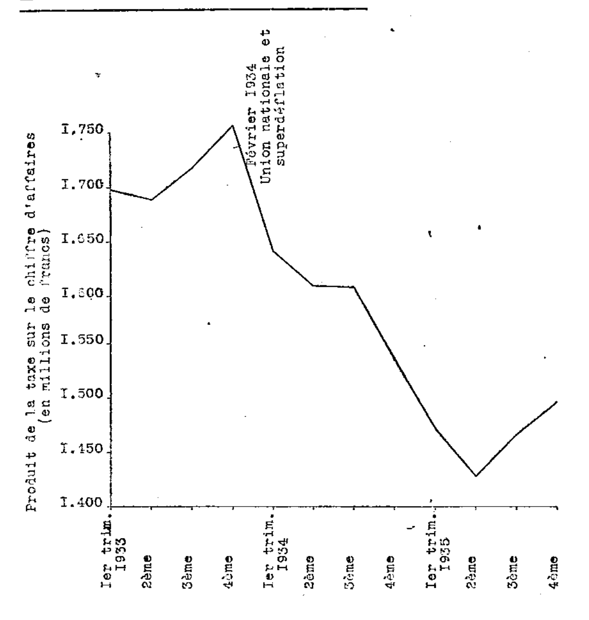
Pour suppléer à cette carence, un Comité s'est constitué, « L'assistance aux victimes de la guerre en Ethiopie ». *Des fonds ont commencé à être recueillis et une première expédition de matériel sanitaire pour une ambulance de dix lits vient d'être faite. C'est peu, mais c'est un commencement.*

Nous engageons vivement tous ceux qui ne croient pas qu'il suffit de crier A bas la guerre !, *ou qu'une guerre coloniale n'est pas la guerre, à aider ce Comité.*

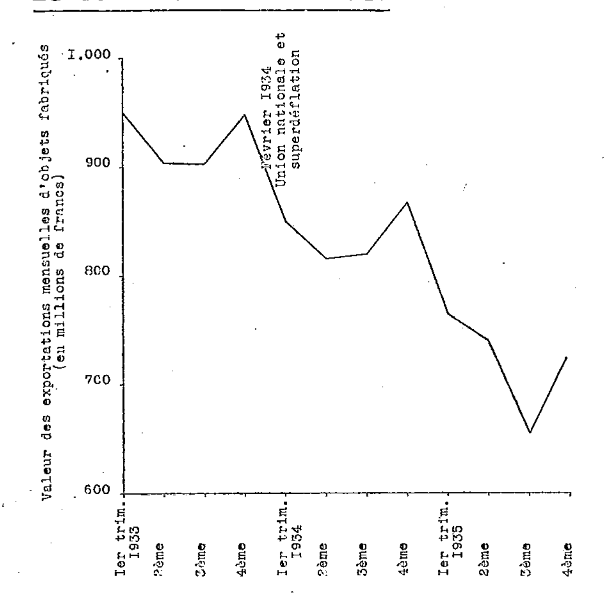
*On peut envoyer sa souscription à son siège : 55, rue de Ponthieu, Paris-VII*e (chèque postal : *Braun, Paris* 1780-23).

LES RESULTATS DE LA DEFLATION ET DES DECRETS-LOIS

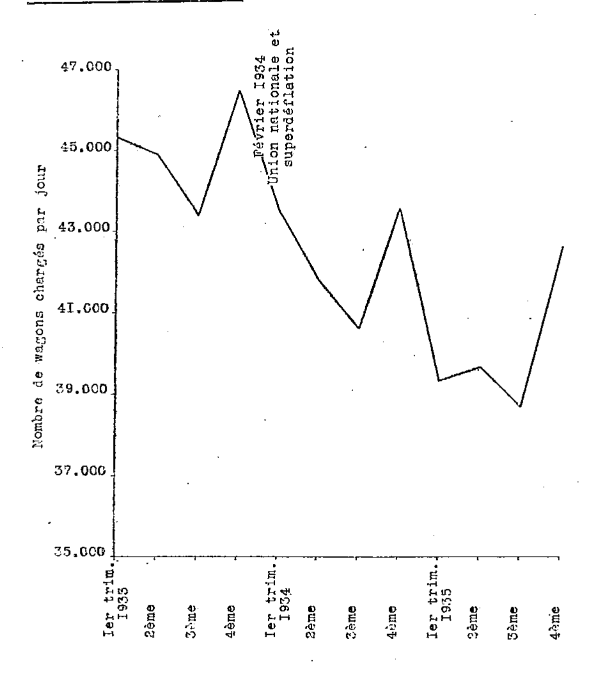
Le commerce intérieur



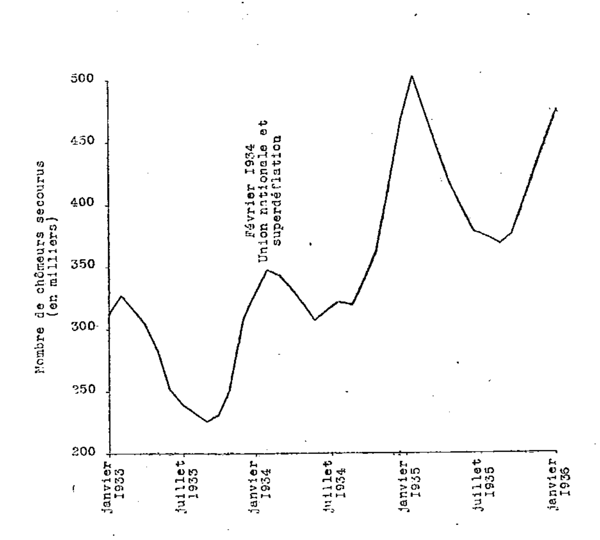
Le commerce extérieur



Les transports (1)



Le chômage (2)



1. *Pour apprécier pleinement la courbe des transports au point de vue de l'activité économique, il faut tenir compte qu'en outre de la diminution des wagons de chemin de fer, des dizaines de milliers de camions automobiles ont dû cesser leur service en 1933 et 1934 du fait de la soi-disant « coordination des transports ».*

2. *Pour apprécier pleinement la courbe du chômage au point de vue de l'activité économique, il faut tenir compte qu'en outre de l'augmentation du nombre des chômeurs, des centaines de mille d'ouvriers étrangers ont dû cesser de travailler en 33 et 34, sans être pour cela secourus comme chômeurs du fait du retrait de leur carte de travail.*

LA DISSOLUTION DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE INTERNATIONALE

A l'avènement d'Hitler, de nombreux révolutionnaires allemands vinrent se réfugier en France. Parmi ceux qui restèrent en Allemagne, des milliers furent assassinés, des dizaines de milliers emprisonnés. La misère des familles de nos frères était grande.

Dans tous les pays, communistes et socialistes aidèrent leurs amis politiques. Un grand nombre de camarades appartenant aux partis ou groupes d'opposition n'adhérant ni à la IIe ni à la IIIe Internationale ne recevaient aucune aide.

Le camarade Walcher, du S.A.P. (Parti socialiste ouvrier), de passage à Paris, mit les syndicalistes révolutionnaires au courant de cette triste situation. Il fit appel aux « hérétiques » de France, pour venir en aide aux « hérétiques » allemands.

C'est ainsi que se constitua le « Comité de Solidarité Ouvrière Internationale ». Il était composé de militants syndicalistes et d'écrivains. Invitation fut faite d'y participer à divers goupements, mais en vain.

Le Comité décida que les fonds reçus ne devaient pas être affectés au travail politique des groupes, mais envoyés en Allemagne pour aider les militants et leurs familles dans leur pénible lutte contre le fascisme.

Il n'y eut guère que la *R. P.* qui soutint de toutes ses forces le Comité. Plusieurs syndicats versèrent des souscriptions; des camarades s'engagèrent à verser une cotisation mensuelle.

Des listes furent adressées aux camarades dont nous avions les adresses. Des appels furent distribués aux congrès confédéraux de 1933. Nous rappellerons que les camarades qui s'étaient chargés de cette distribution au congrès unitaire qui siégeait salle Huyghens, ne purent remplir leur tâche; les sectaires communistes leur arrachèrent leurs tracts et menacèrent nos camarades de les frapper s'ils recommençaient la distribution.

La souscription restée ouverte de juin 1933 à septembre dernier a produit la somme de 21.390 fr. 80.

Cette somme a été répartie au fur et à mesure aux divers groupes d'opposition allemands : Parti Ouvrier socialiste (S. A. P.) K. P. O. (Brandlériens), Trotskistes, groupe Landau et groupe Urbahns.

Ce sont les délégués de ces groupements qui en fixèrent la répartition : S.A.P.: 55 %; K.P.O.: 25 %; Trotskistes : 10 %; Landau : 5 %; Urbahns : 5 %. Le S.A.P. a reçu 13.337 fr.; K.P.O. : 4.300; Trotskistes : 1.400; Landau : 720; Urbahns : 450. Pour ce dernier, pendant plusieurs mois, on ne vit le délégué. Ce qui fait un total de : 20.207 francs.

A constater que le S.A.P. a reçu une somme plus importante que celle que lui donnait la répartition, c'est que le Comité fonctionnait depuis plusieurs mois quand les autres groupes lui demandèrent aide.

Dans les frais qui se montent à 1.183 fr. 80, une somme de 600 francs fut employée à l'envoi d'un avocat français au grand procès du S.A.P. à Berlin (novembre 1934).

Au cours de ces deux ans, le Comité publia dans la presse des renseignements sur la terreur en Allemagne et défendit les emprisonnés.

Ne recevant plus que de minimes souscriptions, le Comité a décidé de se dissoudre.

Voici la dix-neuvième liste de la souscription (juillet, août et septembre) : G.T. (Creuse) : 30 fr.; Descourt : 5 fr.; G. (Loire) : 60 fr. = 95 francs. Listes précédentes : 21.295 fr. 80. Total général : 21.390 fr. 80.

Bien que la crise nous ait fortement gênés, le total reçu n'est tout de même pas négligeable.

Cett somme aurait néanmoins pu être plus élevée. Non seulement certains concours escomptés ne sont pas venus, mais d'un manière générale cet effort de solidarité envers les camarades des oppositions communistes allemandes a été méconnu par leurs camarades de conception français. Nous avions pensé que sur ce terrain une action commune était possible. Il n'a pas dépendu de nous qu'elle se réalise.

En décidant la dissolution du Comité de Solidarité, nous n'ignorons pas la douloureuse situation qui est faite aux réfugiés politiques de tous pays, et particulièrement aux camarades allemands. Nous pensons que seules nos grandes organisations peuvent assurer effectivement cette solidarité. Aussi demandons-nous, aux camarades qui se sont intéressés au Comité de Solidarité, de reporter leur effort sur un groupement constitué dernièrement, le Comité : « Les Amis des Travailleurs Etrangers ». Nos camarades Magdeleine Paz, Félicien Challaye, Marcel Martinet et Hagnauer font partie du groupe des animateurs de ce Comité. Le prix de la carte d'adhérent pour 1936, est de 5 francs. Le siège est 28, rue Orfila, Paris (20e).

Une permanence y est établie tous les mardis, de 2 à 4 heures. — C. DELSOL.

ENTRE NOUS

Cette fois encore, le « cuisinier » doit présenter ses excuses aux lecteurs. Diverses circonstances l'ont mis dans une triple impossibilité. D'abord, dans l'impossibilité de paraître à l'heure. C'est seulement le 14 février qu'a été terminée la mise en pages de ce numéro qui porte la date du 10. Ensuite, ce numéro n'a pas le caractère annoncé : en dehors de l'article de notre ami Louzon sur les Plans et Programmes, l'étude d'ensemble des problèmes soumis au prochain Congrès de Toulouse n'a pu y être publiée... parce qu'elle n'a pu être écrite en temps utile. Enfin, l'Entre nous — si utile pour l'effort de diffusion — se voit encore contraint de chômer ce numéro.

Voilà ce que c'est de faire des promesses ! Quoi qu'il en soit, le « cuisinier » va s'efforcer de rattraper son retard dès le prochain numéro. Entre nous, ce lui serait plus facile si on ne lui mettait pas tant de besogne sur les reins.

Notre souscription

Reçu en janvier : Burguet (Seine), 20; Gorce (Gironde), 10; Duperray (Loire), 10; Lorillard (Indre), 10; Espinasse (Haute-Savoie), 10; Anonyme, 9,75; Renon (Haute-Vienne), 8; Leblanc (Haute-Vienne), 10; Allot (Finistère), 10; Vaillard (Seine), 10; En souvenir d'Engler : les ouvriers du port de Rouen, 100; Germaine Goujon (Seine-Inférieure), 20; Thérèse Verny (Puy-de-Dôme), 10; Alexandre (Seine-et-Oise), 10; Ballereau (Indre), 5; Servant (Seine-et-Oise), 5; Basnel (Calvados), 5; Baudin (Saône-et-Loire), 10; Béranger (Seine), 10; Narbaïts (Basses-Pyrénées), 5; Picquet (Paris), 5; Josso (Seine-et-Oise), 5 ; A. Pelletier (Paris), 10 ; Kiener (Alger), 3; S. Lefèvre (Calvados), 10; Mme Wullens (Oise), 10; G. Franssen (Paris), 10; Beffy (Ain), 5; G. Martin (Rhône), 10; G. Thomas (Indre), 5; Dimier (Loire), 20; Lavenir (Rhône), 10; Ménard (Paris), 10; Morin (Constantine), 5; Marius Giraud (Seine), 10. — Total : 407,75.

Abonnements de soutien

Reçu en janvier : Romagne, 30; C. Raymond, 50; Leblanc, 100; Monatte, 50; Jean Vidal, 40; M. G. (Loire), 100; Chambelland, 40; Jean Cornec, 100; Henri Marguerite, 300; Jean Leunois, 100; Richard, 60. — Total : 970 francs.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

LA COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 280



Civilisation !

C'est, affirme le Duce, pour " civiliser " les Ethiopiens qu'il leur fait la guerre. Nous aussi, et depuis bien plus longtemps, nous avons nos " civilisateurs ".

Nous pouvons juger leurs exploits

En Indochine, ils ont fait couler...

...un fleuve de sang

Tel est le titre de notre brochure sur Deux ans d'Indochine. — Effroyable bilan, terrible réquisitoire — Des milliers d'Indochinois ont été mis à mort. — D'autres milliers meurent à petit feu dans les prisons et les bagnes. — L'œuvre "colonisatrice" de notre bourgeoisie est, ineffaçablement, marquée du sang de ses victimes.

Montrez la civilisation bourgeoise, démocratique ou fasciste, au travail

en diffusant

UN FLEUVE DE SANG

(Une brochure de 50 pages : 1 fr. Prix spéciaux par quantité pour la diffusion.)